ISSN 1662 – 4599

19 octobre 2015
14e année
No 26

*Horizons et débats*
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

# Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

**Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité**
**Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains**
Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## L'adhésion à une organisation supranationale met en danger les fondements du système politique suisse

*par Thomas Kaiser, historien*

*Lorsque nous élirons le 18 octobre un nouveau parlement, c'est aux citoyens et citoyennes de décider qui siègera en tant que représentant du peuple au Palais fédéral à Berne. C'est pourquoi il est très important de bien réfléchir à qui l'on donne sa voix. Les temps actuels nous mettent devant de grands défis. Dans les pays de l'Europe et de l'UE il y a de grands problèmes, et avec le conflit en Ukraine le danger d'une guerre européenne est de nouveau du domaine du possible. Comment la Suisse veut se positionner relève finalement de la responsabilité de nous citoyens. Voulons-nous rester indépendants, bien gérer le budget de l'Etat et protéger notre Etat contre les attaques de l'extérieur, où voulons-nous proposer nos services à l'UE? Ce pas serait lourd de conséquences pour nous et notre système politique.*

Si l'on demande aux candidats d'un examen d'instruction civique les particularités du système politique suisse, ils mentionnent en général en premier lieu la démocratie directe et seulement après la neutralité, le fédéralisme ou le multilinguisme de la Suisse. Ce n'est pas par hasard, car dans aucun pays du monde la population n'a autant de droits de participation qu'en Suisse. Certes, il y a dans d'autres pays, par exemple en Allemagne, la possibilité de soumettre certaines décisions politiques, au niveau des communes ou du land, au référendum. C'est particulièrement le cas en Bavière, où le président du Conseil constitutionnel, responsable de l'élaboration d'une nouvelle constitution après la Seconde Guerre mondiale, était *Wilhelm Hoegner* qui s'était exilé pendant la guerre en Suisse. (cf. Wilfried Scharnagel. *Bayern kann es auch allein, wie in der Schweiz.* p. 64) Mais dans aucun Etat les possibilités de participer sont aussi développées qu'en Suisse. Même au plan fédéral le peuple peut directement participer aux décisions. Dans les pays membres de l'Union européenne, nous ne trouvons que des démocraties présidiales ou parlementaires où le peuple, à part les élections cycliques, ne peut que rarement participer aux décisions politiques. Le droit d'initiative à l'échelon national n'existe dans aucun de ces pays. La particularité de la Suisse réside donc surtout dans sa démocratie directe.

De ce point de vue-là on peut dire que la Suisse est un cas particulier, qui, de par son système, n'est pas compatible avec une formation supranationale où le citoyen est surtout administré.

### Les paysans, détenteurs légitimes du pouvoir politique

La Suisse ne se comprend qu'à partir du citoyen, car depuis la fondation de la Confédération au Moyen-Age les habitants jouissent d'un degré élevé de liberté, ce qui se manifeste dans la délégation de beaucoup de responsabilités à l'individu.

La délégation de responsabilité repose sur la conviction que le citoyen n'abuse en général pas de cette confiance mais s'engage en principe d'une manière positive pour la communauté. Cette façon de penser était déjà d'actualité au Moyen-Age. Ainsi, dans les Grisons ce furent les paysans qui s'impliquèrent de manière active dans le développement du système politique. Ils étaient les détenteurs légitimes du pouvoir. La responsabilité leur incombait de défendre leurs communes contre des attaques extérieures. Ces armées de paysans s'avérèrent plus puissantes que les armées de mercenaires étrangers (cf. Rudolph C. Head. *Demokratie im frühneuzeitlichen Graubünden,* p. 13 ss). On savait ce qu'on avait à défendre, à savoir un haut degré de liberté et d'autonomie.

Par les temps qui courent, la distinction entre «délit fiscal» et «fraude fiscale» est un exemple où la confiance fondamentale envers le citoyen se manifeste, ce qu'on ne comprend pas dans des pays tels l'Allemagne, la France, l'Italie, etc. Le concitoyen est considéré comme un semblable qui a également un intérêt au bien commun. Ainsi le contribuable n'est pas considéré avec méfiance comme fraudeur fiscal potentiel comme dans d'autres pays. Lorsqu'on compare la fiscalité suisse avec celle d'autres pays, on constate que notre façon de voir les choses est beaucoup plus prometteuse. Jusqu'à présent, la Suisse maîtrise ses finances. Même s'il y sans cesse des tentatives de dépenser plus que l'on encaisse. Avec le frein à l'endettement le peuple a jadis mis un terme à la gestion irresponsable du trésor public.

### L'attitude mentale des citoyens se caractérise par le sentiment de l'égalité

La démocratie directe ne fonctionne que si nous disposons de citoyennes et citoyens formés par l'éducation et les écoles de sorte qu'ils s'intéressent aux destins de leur pays

Suite page 2

### L'accord-cadre: un diktat de l'UE

«Un accord-cadre impliquerait une forte interdépendance avec l'UE. Le diktat de l'UE, auquel on peut s'attendre, se révélerait sur le tard dans toute son envergure et finalement l'accord-cadre serait considéré comme impraticable et indigne de la Suisse. […] Quiconque opte pour l'accord-cadre et par conséquent en faveur d'une future adhésion renonce à la neutralité, à la souveraineté et à l'indépendance et contribue à saper les fondements de la démocratie directe, du fédéralisme et de l'autonomie communale. La Suisse au sein de l'UE serait une Suisse bien différente de celle d'aujourd'hui. L'accord-cadre (institutionnel) attendu de l'UE doit être analysé en vue de ces aspects.»

*Carlo Jagmetti*

*Source: «Neue Zürcher Zeitung» du 6/10/15*

## La Suisse est-elle un Etat souverain?

### Réflexions concernant les élections fédérales

*par Reinhard Koradi, président du «Komitee selbstbewusste freie Schweiz»* [Comité pour une Suisse libre et sûre d'elle]

La Suisse, un Etat souverain? Pourquoi une telle interrogation? Tout simplement parce que notre souveraineté, notre liberté et notre indépendance sont fortement menacées.

### La Suisse n'est pas une île, mais elle a des frontières

La Suisse, avec ses piliers fondamentaux d'indépendance, continue à exister. Ces piliers sont

- la démocratie directe,
- la neutralité armée et la capacité à se défendre,
- la liberté et l'auto-responsabilité,
- les structures décentralisées (autonomie communale et fédéralisme),
- le système de milice,
- nos valeurs,
- un approvisionnement suffisant avec des aliments sains.

Cependant l'esprit du temps – ainsi que des interventions et des attaques de l'étranger dans et contre nos affaires intérieures ainsi que l'aspiration fréquente au pouvoir et la volonté de dominer de certains acteurs de notre propre pays – érode ces fondements d'une Suisse libre et indépendante. Ainsi, une certaine conseillère fédérale affirma: «La Suisse n'existe plus!»

Ni aujourd'hui ni demain, il y a lieu d'exprimer un ras-le-bol politique, voire de la résignation. Il se peut que nous vivions encore trop bien, mais les jalons pour notre avenir sont déja posés.

Le temps est mûr: réfléchissons donc sérieusement à la protection de nos propres intérêts – à mon avis existentiels – afin d'agir de manière adéquate.

Nous fermons bien nos portes d'entrée à clé. Souvent, nous installons des systèmes de sécurité ingénieux pour protéger notre vie et nos biens – pourquoi donc cette négligence inexcusable quant à la protection des frontières? Celles-ci ont diverses fonctions qu'on ne peut pas mettre hors service sans dommage.

### Des greniers vides – un risque sécuritaire

Que se passerait-t-il, à votre avis, dans notre pays densément peuplé, si la population souffre de la faim, ou risque même de mourir?

Il faut prévoir des troubles sociaux et le gouvernement se trouvera sous une énorme pression – avec toutes les conséquences négatives pour la solidarité et la sécurité intérieures. La stabilité de notre pays, formant la base de la confiance, la sécurité sociale et la capacité à se défendre s'affaibliraient sérieusement au sein de notre pays. La pression croissante à l'intérieur du pays fera également monter la pression venant de l'extérieur. Celle-ci aura une dynamique insoupçonnée, surtout si nous sommes dépendants de l'aide de l'étranger. Celui qui souffre de la faim et lutte pour sa survie n'est guère en état de se battre pour l'indépendance et la liberté de son pays ou pour ses droits civiques.

Une situation d'approvisionnement sûre en denrées alimentaires est alors une condition fondamentale pour la viabilité d'une Suisse libre et indépendante! Cette sécurité ne peut être créée qu'au moyen d'une agriculture productrice intacte à l'intérieur du pays – une agriculture ayant une structure d'entreprises hétérogène et décentralisée, comme elle existe, au moins partiellement, encore aujourd'hui. La diversité des exploitations doit être obligatoirement accompagnée par des structures productrices décentralisées et une grande diversité des produits (production laitière, agriculture, cultures fruitières et maraichères etc.).

Les branches en amont et en aval (semences, engrais, machines agricoles, meunerie, transformation laitière, boulangeries, boucheries etc.) sont toutes aussi importantes.

Il est évident que nous ne pouvons pas atteindre un auto-approvisionnement à 100% du fait du nombre d'habitants et de la surface limitée des terres arables. C'est pourquoi la Suisse doit prendre des mesures efficaces pour remplir son mandat constitutionnel qui est la protection et la défense de la souveraineté du pays. Cela signifie entre autre la réalisation d'une stratégie politique visant un degré d'approvisionnement aussi élevé que possible grâce à la production locale et accessoirement la conclusion de contrats contenant des obligations de livraison résistantes aux crises avec des partenaires contractuels dignes de foi. (Suite aux expériences faites dans le passé, l'UE et les Etats-Unis ne peuvent pas être ces partenaires.)

Le Conseil fédéral et l'administration fédérale prennent cependant d'autres voies. Encouragé activement ou passivement par une majorité parlementaire, le Conseil fédéral soutient une politique agricole défavorisant fortement l'agriculture productive et poursuivant la restructuration de la branche. Quotidiennement disparaissent trois exploitations agricoles en Suisse. Quant il s'agit de l'approvisionnement du pays, nos conseillers fédéraux se tournent vers le soi-disant «marché libre».

Cela équivaut à un funambule débutant évoluant à haute altitude sur une corde raide sans dispositif de sécurité suffisant. Le «marché libre» nous dictera alors avec une certitude absolue ses conditions de livraison et ses prix – ce qui signifie en cas d'urgence «capitulation devant l'ennemi».

Des greniers bien remplis sont un instrument de pouvoir, mais uniquement pour celui qui les possède. L'Ancien Testament nous l'enseigne. Et les Etats-Unis entreprennent tout pour vider les greniers du reste du monde afin qu'ils puissent en tant que «nourriciers du monde» continuer à développer et maintenir leur position dominante unique.

Au moyen d'une politique agricole et d'approvisionnement raisonnable, adaptée aux

Suite page 2

**«L'adhésion à une organisation …»**
suite de la page 1

et s'occupent de manière constructive des questions politiques respectives. La volonté de participer à la prise de décisions politiques est obligatoire si nous voulons maintenir et vivre la démocratie directe.

Il a fallu d'énormes efforts et un dur combat jusqu'à ce que les éléments de démocratie directe soient inscrits dans les constitutions respectives sur le plan cantonal et fédéral, puisque personne n'abandonne aisément une position de force. Dans les différents cantons, il a fallu batailler dur pour que les couches privilégiées acceptent que «leurs sujets» participent au gouvernement (cf. Adler, Benjamin: *Die Entstehung der direkten Demokratie*, p. 102ss). Malgré tout, la culture et la tradition suisses se distinguent par exemple de celle de l'Empire allemand et des essais ultérieurs d'y établir un système démocratique. Or, une bonne formation scolaire n'est pas la seule condition d'un bon fonctionnement de la démocratie directe. Il faut y ajouter une attitude mentale du citoyen envers ses concitoyens. Elle se caractérise par le sentiment d'égalité et le système de milice qui veillent à ce que le politicien reste de par son attitude et ses actes, membre de la société et ne s'élève pas au-dessus de ses électeurs comme c'est le cas dans d'autres démocraties parlementaires. En se promenant à Berne, on peut facilement croiser l'un ou l'autre des conseillers fédéraux sans garde du corps et lors des sessions, on peut rencontrer les parlementaires dans les transports publics. Pour nos pays voisins, un fait incroyable. Bien à l'abri du public, leurs députés sont conduits dans des limousines noires jusqu'au Parlement. Le citoyen ne voit ceux qui le représentent qu'à la télé ou lors d'une réunion électorale.

### Politique extérieure non-agressive

La démocratie directe permet de prendre des décisions soutenues par la majorité des citoyens. En outre, la Suisse ne connaît pas le système gouvernement–opposition, tel qu'il existe d'habitude dans les démocraties parlementaires, mais le système de concordance – cependant perturbé ces derniers temps.

Le Conseil fédéral, le gouvernement suisse, se composa longtemps des grands partis qui géraient ensemble le destin du pays. Cela s'avère être un facteur stabilisant pour le pays et représente un frein à l'aspiration au pouvoir politique de quelques-uns.

Depuis des siècles, la Suisse renonce à une politique extérieure agressive en mettant l'accent sur le maintien de la stabilité et de la sécurité à l'intérieur du pays. C'est un objectif exigeant, si l'on se rappelle la guerre du Sonderbund de 1847. La question de savoir si la bataille de Marignan fut décisive pour cette prise de conscience ne sera pas abordée ici. (cf. *Horizons et débats,* n° 9/10 du 13/3/15). Je me borne à cet endroit à souligner que le refus de la politique de puissance est un composant de base incontestable de la Suisse moderne, même si certains tentent de mettre en question certains événements historiques. Ceux qui essaient de recourir à la coupe à blanc poursuivent d'autres buts pour la Suisse que de renforcer son statut de petit Etat souverain, se distinguant par sa démocratie directe, et qui grâce à sa neutralité vécue est souvent le seul pays pouvant offrir un lieu d'accueil à des négociations internationales.

> «L'intégration de la Suisse dans une organisation supranationale, telles l'UE ou l'OTAN, se solderait par la perte d'essentielles particularités du pays.»

### La neutralité armée perpétuelle

Le plurilinguisme suisse et sa position au cœur de l'Europe soutiennent l'idée de poursuivre la voie de la neutralité. A la différence d'autres Etats «neutres», la Suisse ne se réfère pas seulement à son statut neutre quand cela lui semble avantageux. La neutralité est un élément de base de la conception étatique suisse, elle en fait partie, tout comme la démocratie directe et le fédéralisme. Lors de sondages, la population suisse se prononce régulièrement à presque 100% en faveur de la neutralité. L'année passée, ce furent 96% (cf. *Rapport de sécurité 2014,* publié par l'Ecole polytechnique fédéral de Zurich). Il est évident que la neutralité ne s'impose qu'à condition qu'elle soit armée, tout autre concept relève du fantasme. Pour cette raison, les ancêtres de la Confédération suisse ont fixé par sage précaution la neutralité armée perpétuelle comme un des piliers de notre Etat. Quiconque met ceci en question en déclarant par des arguments cousus de fil blanc que ce concept est ringard, poursuit son propre agenda. Les conflits actuels confirment l'importance de la neutralité plus que jamais.

La neutralité n'a pas seulement une fonction à l'extérieur mais a aussi un effet rassurant à l'intérieur du pays, un résultat remarquable vu les différentes régions linguistiques et culturelles en Suisse. L'esprit de la Croix-Rouge s'exprimant dans les fameux mots «Tutti fratelli», nous sommes tous frères, correspond absolument à cette conviction. (cf. *Henri Dunant*, Un souvenir de Solférino). Le mouvement de la Croix-Rouge, tel qu'il s'est développé depuis sa fondation en 1863, ne fut possible que sur cette base. Tant que la neutralité est maintenue, le CICR et la Suisse pourront jouer leur rôle spécifique dans l'engagement humanitaire. Ainsi, le CICR agit sur place dans des contextes politiques qui ne le permettent plus à d'autres organisations humanitaires. Cela vaut également pour la Suisse ce qui s'est confirmé l'année passée, durant laquelle la Suisse, présida l'OSCE. Grâce à sa position neutre dans les négociations, elle a réussi à conclure l'*Accord de Minsk* et à initier un processus qui aujourd'hui, une année plus tard, commence à porter de modestes fruits. La neutralité suisse s'avère être quelque chose d'extraordinaire dans le concert international, ce à quoi la communauté internationale ne peut absolument pas renoncer. Si la Suisse était membre de l'UE, elle serait obligée de soutenir la *politique étrangère et de sécurité commune* (PESC) de l'UE, ce qui reviendrait à un pacte d'assistance militaire exigeant en cas de guerre d'un pays membre, l'action solidaire des autres membres: aucune trace donc de neutralité (cf. encadré).

Si l'on se rend compte des bases étatiques de la Suisse sur le fond des défis actuels auxquels nous sommes confrontés, on constate une chose: l'intégration de la Suisse dans une organisation supranationale, telles l'UE ou l'OTAN, se solderait par la perte d'essentielles particularités du pays. Les évolutions des dernières années, notamment celles des dernières semaines et mois, ont illustré à beaucoup de sceptiques le fonctionnement de l'UE. L'argument des promoteurs de l'UE, que la Suisse pourrait participer aux prises de décision et développer la politique si seulement elle était membre, est fallacieux. Les sanctions contre la Russie, la crise en Grèce et la crise des réfugiés ont bien montré que les petit pays membres n'ont rien à dire au sein de l'UE. Ce sont les grands qui battent le tambour selon le vieux principe antidémocratique: «qui paye commande». Certes, il n'est pas erroné de chercher l'entente avec les Etats voisins, mais là où il s'agit de l'essence même de la Suisse, il faut des personnalités qui aient le courage de dire haut et fort: jusqu'ici et pas plus loin.

La démocratie directe vit de l'activité des citoyens. Ce sont eux qui choisissent la destination. Si la Suisse continuera à être un Etat souverain, fédéral, neutre, de démocratie directe, résolvant les problèmes avec circonspection et pour le bien commun, dépendra de nous citoyens. Profitons de nos droits de participation, prenons la parole là où il s'agit de notre patrie et finalement de notre liberté. Elle se perd vite tandis qu'il faudra des décennies pour la reconquérir si jamais on y parvient. •

### «Si la Suisse était membre de l'UE, elle serait obligée de soutenir la politique étrangère et de sécurité commune (PESC)»

«La compétence de l'Union en matière de politique étrangère et de sécurité commune couvre tous les domaines de la politique étrangère ainsi que l'ensemble des questions relatives à la sécurité de l'Union, y compris la définition progressive d'une politique de défense commune qui peut conduire à une défense commune.»

*Source: Traité sur l'Union européenne, art. 24 al. 1*

«Les Etats membres appuient activement et sans réserve la politique extérieure et de sécurité de l'Union dans un esprit de loyauté et de solidarité mutuelle et respectent l'action de l'Union dans ce domaine.»

*Source: Traité sur l'Union européenne, art. 24 al. 3*

«Au cas où un Etat membre serait l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres Etats membres lui doivent aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir …»

*Source: Traité sur l'Union européenne, art. 42 al. 7*

---

**«La Suisse est-elle un Etat souverain?»**
suite de la page 1

intérêts étatiques et sécuritaires de la Suisse, nous avons l'opportunité de nous soustraire, au moins en partie, aux ambitions de pouvoir de l'étranger.

### Le monde a changé

Nous vivons encore dans une «nostalgie des beaux-temps». Nos voisins sont tous de bons amis. Les Etats-Unis en tant que «puissance protectrice» protègerons notre pays de tout mal.

Nous aussi, nous avons en fait tout fait pour que nos bons amis gardent leur bonne humeur. Notre empressement à reprendre le droit étranger, l'élimination du secret bancaire, l'affaiblissement de la place financière et économique suisse, les paiements volontaires et l'offre généreuse pour résoudre les problèmes des réfugiés.

### Beaucoup d'engagements sans aucune nécessité – que se passera-t-il quand nous serons réellement dans le besoin?

Aujourd'hui, il faut développer et défendre une position de force.

Nous ne sommes pas une grande puissance, mais nous avons suffisamment de valeurs et d'atouts en mains, qu'il suffit d'utiliser de manière stratégique (transversales alpines, château d'eau etc.).

Pourquoi ne pas se positionner sciemment en tant qu'Etat souverain? La Suisse, un porc-épic hérissé – pourquoi pas? Une politique extérieure autodéterminée et une politique économique et commerciale s'orientant, entre autre, vers la sécurité de l'approvisionnement en produits locaux la plus élevée possible au profit de la population font partie du porc-épic.

Cette sécurité ne peut être créée qu'avec une agriculture productive. Ce qui signifie la réécriture de la politique agricole suisse.

Les structures existantes doivent être maintenues et favorisées. La diversité des exploitations est la meilleure garantie pour une sécurité d'approvisionnement élevée est résistante aux crises. Le risque de concentration se cachant dans la centralisation doit être réduit à l'aide de réseaux de production et d'approvisionnement finement tissés.

Ce n'est pas pour rien que le *Rapport mondiale sur l'agriculture* (paru en 2008) recommande pour la lutte contre la faim et la pauvreté des structures de production et de distribution locales et régionales sur la base d'exploitations agricoles familiales. Celles-ci sont massivement supérieures à l'agriculture industrielle. Ce qui est valable pour les pays peu développés, est également valable pour la Suisse, quant il s'agit d'approvisionner sa propre population.

Nos paysans peuvent remplir les greniers s'ils ne sont plus entravés dans leur travail. L'écologie et le bien-être des animaux, d'accord – mais pas au point que ne rien faire soit plus rémunérateur que de produire. Les paiements directs doivent, comme à leur origine, compenser les manques de revenus des agriculteurs, suite aux prix des produits trop bas comparés au travail accompli. La prochaine étape serait alors de réfléchir sérieusement à l'importance des denrées alimentaires saines et naturelles.

Les manques d'approvisionnement peuvent être compensés par des accords interétatiques apportant des avantages aux deux partenaires contractuels. Il serait peut-être avantageux de se tourner plutôt vers l'Est que vers l'Ouest.

Les objectifs étatiques et sécuritaires doivent obtenir davantage de poids que les objectifs économiques. Ce n'est pas le libre accès aux marchés et le rendement maximal qui doivent obtenir la première priorité, mais la garantie d'existence pour notre pays. En d'autres termes: la politique doit revoir son approche et donner la priorité à la sécurité alimentaire plutôt qu'à la compétitivité et aux perspectives de croissance. Le cas échéant, la production locale doit être protégée contre les importations à prix cassés.

La liberté et l'indépendance, la neutralité armée et nos droits et devoirs démocratiques ne peuvent durer que si nous nous opposons de manière crédible et déterminée à tous les niveaux au processus de réduction de notre souveraineté.

Seule une Suisse souveraine peut répondre à ses valeurs et contribuer au bien de la communauté mondiale. •

## Courrier des lecteurs

# L'aide sur place comme principe suisse

Quel monde laissons-nous à nos enfants et à nos petits enfants? Et que devront-ils eux-mêmes entreprendre s'ils en ont la possibilité? (à propos de l'éducation par exemple). Dans notre époque très en danger, une contribution à la paix telle la motion de *Luzi Stamm* est très précieuse. Elle mériterait d'être discutée dans de nombreux médias suisses. La motion en faveur de la sortie de la Suisse du «Partenariat pour la Paix», instrument de l'OTAN, m'a plu par ses arguments. «Notre petit Etat s'est créé la magnifique réputation … de se concentrer sur l'aide» au lieu de se faire enrôler pour les intérêts des parties belligérantes. Il faut prendre soin et veiller à la bonne réputation de la Suisse, petit Etat, pays neutre, qui ne prend pas parti dans les régions en crise, mais sert d'intermédiaire et essaie d'aider. Il faut garder cette bonne réputation. Ce sont des initiatives comme la motion de Luzi Stamm qui nous donnent de l'espoir dans cette époque difficile. Merci beaucoup d'avoir publié cette interview.

*Renate Dünki, Oberwangen*

# Les Cours pénales internationales ne devraient pas être instrumentalisées

*Interview de Dick Marty accordée à la Radio Télévision Suisse (RTS), émission «Journal du matin» du 2 octobre 2015*

*Dick Marty (photo wikipedia)*

*Simon Matthey-Doret (RTS): Sur fond de justice internationale, c'est une grande première. Le parquet de Paris a ouvert, il y a 15 jours, une enquête pénale pour crime contre l'humanité, visant le régime syrien du président Bachar el-Assad. Confirmé officiellement hier, cette enquête se base notamment sur des photos de corps torturés, photos ramenées par un ancien photographe de la police militaire syrienne. Pour la diplomatie française, cela relève ni plus ni moins de la responsabilité d'agir contre l'impunité. C'est un principe que notre invité ne niera certainement pas, mais il va nous le confirmer. Nous avons le plaisir de recevoir ce matin en direct de Genève, l'ancien président de la Commission des Droits de l'homme du Conseil de l'Europe. C'est vous Dick Marty, bonjour.*

*Dick Marty:* Bonjour Monsieur.

*Merci d'être avec nous jusqu'à 8 heures. Vous avez été notamment conseiller aux Etats tessinois, mais également procureur général. Alors, si vous êtes à Genève, il faut le préciser, c'est pour célébrer les 20 ans de la Fondation Hirondelle qui apporte, principalement en Afrique, son soutien aux médias indépendants des pays en guerre, en conflits violents. C'est une fondation dont vous êtes membre du conseil. On y reviendra dans quelques instants, notamment sur l'information concernant les conflits et la liberté d'informer.*

*Mais sur l'ouverture de cette enquête française contre le régime de Bachar el-Assad pour crimes contre l'humanité, est-il symbolique d'agir contre l'impunité? Partagez-vous la démarche, même si on a l'impression qu'elle a peu de chance d'aboutir?*
Je vous étonnerais, mais je suis très perplexe par rapport à cette démarche. Je crois que cela s'inscrit dans toute une stratégie de gesticulations de la France qui, désespérément, j'ai l'impression, cherche à avoir un certain rôle dans ce dossier syrien. C'est indiscutable, en Syrie, on a commis et on commet chaque jour des crimes absolument affreux, mais dire que c'est seulement *Bachar el-Assad,* est une réduction tout à fait arbitraire. Je crois aussi qu'on doit admettre qu'on est très, très mal informé sur ce conflit et que souvent l'information dont on dispose est une information partielle et assez souvent manipulée.

*Alors gesticulations, c'est un mot assez fort. On connaît la position du président Hollande, il ne faut pas dialoguer et traiter avec Bachar el-Assad, contrairement à la position russe et même peut-être américaine aussi. Cela dit, voilà, ce n'est pas parce qu'il n'est pas le seul à avoir commis des actes qu'il ne devrait pas en répondre devant la justice? Au fond, est-ce que vous êtes à même de dire qu'il ne faudrait pas entamer une telle démarche, une enquête pénale pour crimes contre l'humanité, si Bachar el-Assad n'est pas le seul?*
Il faut ouvrir une enquête pénale sur les événements qui se sont passés en Syrie. Tout le monde sait qu'il n'y a pas seulement un coupable et dès lors que vous faites une enquête seulement contre un coupable, ça devient une enquête à thèse, une enquête qui n'est pas très objective. Voilà tout. Je crois que la première chose qu'il faut faire, c'est récolter des informations, essayer d'avoir des preuves, mais sur l'action de tous les protagonistes. Je parle de gesticulations françaises parce que je suis assez choqué par l'attitude de la France, le socialiste *Hollande* qui se précipite à l'enterrement du roi d'Arabie saoudite, lui vend des *Rafales*, maintenant il vend des *Rafales* et des navires de guerre à l'Egypte, il vend des avions au Qatar. Ce sont tous des régimes dictatoriaux, des régimes où les droits fondamentaux sont très gravement violés. Alors ce double langage me gêne beaucoup.

*C'est très intéressant. Que cache ce double langage, ce deux poids, deux mesures? Au fond c'est vrai, il vend des armes à l'Arabie saoudite, il ne veut pas traiter avec Bachar el-Assad, c'est-à-dire appliquer ce qu'on appelle plus que jamais une realpolitik. Quel intérêt aurait la France à pratiquer ce double langage?*
Je crois qu'il a le complexe du petit qui est laissé dans un coin. Il essaie désespérément de se trouver une position. Je ne crois pas que ce soit de la realpolitik. La realpolitik, je crois qu'aujourd'hui, elle est faite surtout par les Russes et les Américains. Je crois qu'on devrait apprendre de ce qui s'est passé en Irak et en Libye. En Irak et en Libye, c'était indiscutable, on avait deux tyrans, on parlait tout à l'heure de tyrans, là c'étaient deux tyrans!

*Bachar el-Assad n'en est pas un, Dick Marty?*
Oui, oui, j'y reviens.

Suite page 4

* *Dick Marty,* né en 1945, est une personnalité politique suisse. Ancien procureur général du canton du Tessin, député au Conseil des Etats de 1995 à 2011, il a également été membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe pour laquelle il a mené différentes enquêtes qui l'ont fait connaître sur la scène internationale.

# «A Moscou, on respecte les règles»

*par Willi Wimmer*

*Willy Wimmer (photo uk)*

A vrai dire, le sommet «suprême» de New-York aux Nations Unies s'est terminé trop vite. Ce n'est pas bien étonnant vu les «excès de bienvenues culturelles» diffusés tous les soirs sur les écrans. Il se peut donc que parfois certaines images ne se gravent pas aussi profondément dans la mémoire comme elles l'auraient méritées. Car à New York, il y a eu de telles images et il faut les retenir. Elles concernaient le président russe *Vladimir Poutine* et devinrent d'autant plus évidentes, plus le président américain était également présent sur les écrans. La différence n'aurait pas pu être plus frappante. Même dans une presse allemande de plus en plus contrôlée, la mine abattue du président *Barak Obama* ne pouvait être cachée. Son homologue russe était tout le contraire. Poutine semble avoir profité du fait que le G8 ait, pour ainsi dire dans une attaque d'auto-isolement, mis à la porte le président russe. Aujourd'hui encore, dans notre paysage médiatique, les images valent plus que mille mots. Poutine semble avoir profité de ce temps de liberté de l'emprise américaine. Il était détendu et n'hésita pas à le montrer au monde entier.

> «Le président Poutine remplit le vide, créé notamment par le manque de conviction dans l'engagement des Etats-Unis dans le conflit syrien. Il est vrai que Washington attaque également certaines positions des djihadistes mais avec une intensité mettant en doute le sérieux de leurs actions.»
>
> *Klaus-Dieter Frankenberger dans un commentaire dans la «Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 8/10/15*

### La Russie est de retour sur scène

Le contraste avec l'attitude occidentale envers la Russie, après le coup d'Etat occidental en Ukraine, n'aurait pas pu être plus clair. Surtout si l'on prend en considération le rôle du président russe lors de la Conférence sur l'Ukraine à Paris, quelques jours après le sommet «suprême» de New York. Depuis le sommet du G7 en Bavière, il semble que les affaires ont été triées. Outre l'OTAN, le G7/8 était l'expression la plus visible de la fonction de remorque de ces rencontres dans l'intérêt américain en tant qu'«unique superpuissance» et «nation indispensable». En expulsant la Fédération de Russie, l'Occident a lui-même mis fin à ce fantôme contre la nature. Depuis, le monde a visiblement changé.

### Le contre-projet aux tueries et aux assassinats prend forme: la Russie se développe en défenseur suprême du droit international

Aussi triste que ce soit, mais l'attaque meurtrière des bombardiers américains contre un hôpital internationalement protégé dans la ville de Kunduz dans le nord de l'Afghanistan n'aurait plus été nécessaire. Il est suffisamment connu, et correspond à la réalité de la politique mondiale depuis près de deux décennies, que les Etats-Unis sont responsables de nombreuses tueries et d'assassinats. C'est un pouvoir garantissant la misère dans le monde. C'était carrément scandaleux d'entendre à l'ONU le président américain parler des méfaits de *Bachar el-Assad.* Les normes mentionnées à cette occasion devraient être appliquées à lui-même en tant que responsable des assassinats par drones. Ce ne serait pas non plus une mauvaise chose, s'il attrapait ses prédécesseurs par la peau du cou pour occuper la *Cour pénale inter-*

Suite page 4

## «Sur la base du droit international, nous devons créer une véritable et large coalition antiterroriste internationale»

*par Vladimir Poutine**

Il est déjà manifeste que l'absence de pouvoir constatée dans une série de pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord a conduit à la formation de zones anarchiques, rapidement envahies par des extrémistes et des terroristes. Des dizaines de milliers de combattants se battent déjà sous les drapeaux de l'ainsi nommé «Etat islamique». On trouve parmi eux d'anciens soldats irakiens jetés à la rue suite à l'invasion de l'Irak en 2003. Un autre pays fournisseur de recrues est la Libye, dont la structure étatique a été détruite après la violation grave de la résolution n° 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU. Aujourd'hui, des membres de ce qu'on appelle l'*opposition syrienne modérée,* soutenue par l'Occident, viennent également grossir les rangs des radicaux. Une fois armés et formés, ceux-ci passent du côté de l'État islamique.

Ce dernier n'a lui-même pas surgi de nulle part: il a également été dans un premier temps choyé en tant qu'instrument de lutte contre des régimes laïques indésirables. Après avoir créé une tête de pont en Syrie et en Irak, l'Etat islamique poursuit activement son expansion dans d'autres régions et cherche à dominer le monde islamique – mais pas seulement. Il est clair que ses plans ne se limiteront pas à cette région.

La situation est extrêmement dangereuse. Dans ce contexte, il est hypocrite et irresponsable de faire de grandes déclarations sur la menace du terrorisme international tout en fermant les yeux sur les flux de financement et de soutien des terroristes, notamment le trafic de drogues, de pétrole et d'armes, ou d'essayer de manipuler des groupes extrémistes, de les utiliser pour atteindre ses propres objectifs politiques dans l'espoir de s'en débarrasser ensuite ou, plus simplement, de les éliminer. […]

La Russie s'est toujours opposée avec fermeté et constance au terrorisme sous toutes ses formes. Aujourd'hui, nous apportons une aide militaro-technique à l'Irak, la Syrie et d'autres pays de la région qui luttent contre les groupes terroristes. Nous estimons que refuser de coopérer avec les autorités syriennes, avec l'armée gouvernementale, avec ceux qui affrontent courageusement le terrorisme, est une grave erreur. […]

Sur la base du droit international, nous devons joindre nos efforts pour résoudre les nouveaux problèmes auxquels nous sommes confrontés et de créer une véritable et large coalition antiterroriste internationale. […]

Dans quelques jours, la Russie, en tant que présidente du Conseil de sécurité, convoquera une réunion ministérielle pour analyser en profondeur la menace qui pèse au Proche-Orient. Nous proposons de discuter en particulier de la possibilité d'adopter une résolution sur la coordination de toutes les forces qui luttent contre l'Etat islamique et d'autres groupes terroristes. Je le répète, cette coopération doit reposer sur les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. […]

Chers collègues, la mission principale de la communauté internationale, guidée par l'ONU, reste de garantir la paix et la stabilité à l'échelle régionale et globale. Nous estimons qu'il nous faut former un espace de sécurité égale et indivisible, pas uniquement réservé à un cercle d'élus mais pour tout le monde. Oui, c'est un travail complexe, difficile et de longue haleine, mais il n'y a pas d'alternative. […]

La Russie croit en l'énorme potentiel de l'ONU, qui doit contribuer à empêcher une nouvelle confrontation mondiale pour lui préférer une stratégie de coopération. Aux côtés des autres pays, nous continuerons à œuvrer au renforcement du rôle central de coordination de l'ONU. […]

*Source: www.lecourrierderussie.com/2015/09/discours-vladimir-poutine-onu-version-complete/*

* Extrait du discours du Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, tenu devant l'Assemblée général des Nations Unies le 28/9/15.

**«Les Cours pénales internationales …»**
suite de la page 3

*Pardon.*
Oui, mais qu'est-ce qu'on a fait avec ces deux tyrans? On a lancé des bombes. On n'en a jamais beaucoup parlé, mais cela a été une affaire économique extraordinaire pour les fabricants d'armes. On les a chassés mais qu'est-ce qui se passe? C'est tragique à dire, c'est vraiment tragique. Les gens en Irak et en Libye vivaient mieux avant qu'aujourd'hui! C'est ça le résultat! Alors, si l'on veut intervenir dans ces pays, on doit le faire avec doigté, avec intelligence, et pas toujours penser qu'on peut tout résoudre avec les bombes.

*Donc les Américains tirent les leçons de l'histoire récente, Irak, Libye etc …*
Je l'espère.

*… donc, je reviens à ma question. Est-ce que Bachar el-Assad est, oui ou non, un tyran? On parlait tout à l'heure du mot dictateur et de son étymologie. Tyran, est-ce que vous accolez ce terme à Bachar el-Assad?*
Ecoutez, je ne sais pas. Moi, j'étais en Syrie il y a 4 ou 5 ans. J'ai rencontré Bachar el-Assad, j'ai parlé avec lui une heure. Bon, pas tous les monstres ont les apparences d'un monstre. C'était un oculiste, il avait aucunement l'intention de devenir chef d'Etat. Vous connaissez l'histoire, c'est son frère qui aurait dû assumer cette charge. Il s'est tué dans un accident. Lui, oculiste à Londres, a dû rentrer en toute urgence pour assumer cette charge. C'est certainement un dictateur …

*Il a tiré contre son peuple …*
… oui, mais combien de gens tirent aujourd'hui contre leur peuple. C'est un acteur de la scène syrienne. Et si l'on veut obtenir des résultats et pas seulement détruire, si l'on veut obtenir des résultats, il faut discuter avec ces gens.

*Oui, c'est ce qu'on appelle la realpolitik, même si vous n'êtes pas tout à fait d'accord avec ce terme. Pour revenir à François Hollande, disons les choses comme cela, il n'aurait pas le sens de l'Histoire, avec un grand H, en se comportant ainsi dans ce conflit?*
Je ne sais pas … Je vous avoue qu'entre *Sarkozy* et Hollande, j'aurais fini par choisir Hollande. Mais je le trouve décevant, il est d'une navrante médiocrité, voilà.

*Quel constat terrible! Dick Marty, si l'on revient sur cette plainte, si vraiment une condamnation d'une telle nature était prononcée, si jamais elle l'était, quelle portée aurait-elle?*
Encore faudrait-il avoir un tribunal compétent. Et cela, on ne l'a pas encore. Je crois que la priorité absolue est de s'intéresser aux femmes et aux enfants et aux hommes qui vivent en Syrie pour trouver une solution qui fasse cesser les bombes et les carnages. C'est la première priorité. Il ne faut pas recourir à la justice pour en faire un slogan. Parce qu'avant de faire une justice – la justice peut avoir lieu seulement dans la sérénité –, il faut s'occuper de toute urgence de l'aspect humanitaire.

*Est-ce qu'il faut une intervention terrestre, sur place? Je vous pose la question, vous n'êtes pas un spécialiste du domaine militaire. Mais enfin, politiquement, est-ce qu'il faut déclencher, en concertation entre l'Est et l'Ouest, une intervention terrestre en Syrie?*
Oui, je pense qu'une intervention dont la mission serait de protéger la population civile, je pense que c'est nécessaire, oui.

*Et là, en l'occurrence, ne pas instrumentaliser la justice. C'est ce que vous nous dites, Dick Marty. Est-ce que la justice est possible, la justice internationale contre de tels crimes, ou vont-ils rester à jamais impunis?*
Cela c'est la grande question. Parce que la justice internationale liée aux conflits a souvent la saveur de la justice des vainqueurs. Et la justice des vainqueurs n'est pas une véritable justice. Il y a eu certes Nuremberg qui a été quelque chose de positif, mais qui laisse quand-même un goût amer. Dans les dernières semaines de la Deuxième Guerre mondiale, les alliés ont bombardé les centre-ville des principales villes allemandes. Ce n'était pas un objectif militaire, c'était la population civile. C'était un crime de guerre …

*Il y a eu Hiroshima …*
… et il y a eu Hiroshima, bien entendu. Et là, on a construit des motivations pour justifier ces actions. Quoi qu'il en soit, ce sont des actes de crimes de guerre qui sont restés totalement impunis parce que c'étaient les vainqueurs. Les actes des vainqueurs, ce sont des actes militairement nécessaires, les vaincus sont par définition des assassins. Or, à Nuremberg, ceux qui ont été condamnés c'étaient des horribles assassins, nul doute à ce sujet. Je rappelle que *Churchill*, lui, ne voulait pas de procès, il voulait les exécuter immédiatement.

*Ça, c'est son côté combattant de la guerre des Indes. Mais enfin, Dick Marty, peut-on imaginer un Bachar el-Assad restant impuni, plusieurs années durant encore, ainsi, à la tête de la Syrie ou en exil dans un pays doré? Est-ce qu'on peut imaginer cela?*
Non, je ne pense pas. Mais ce qui est important, c'est qu'on fasse une transition, une transition contrôlée, qu'on ne fasse pas les mêmes erreurs commises en Irak, où tout a été cassé. La Libye, elle n'existe plus. Avant, il y avait des centaines, des milliers, des millions de personnes qui vivaient assez correctement en Irak et en Libye …

*Peu de liberté quand-même. Peu de liberté de la presse, peu de liberté de manifester, …*
… oui, mais ils mangeaient, ils pouvaient se promener sans recevoir des bombes sur la tête. Ils pouvaient aller dans les champs sans sauter sur des mines personnelles. Aujourd'hui, tout cela n'existe plus, il n'y a pas de gouvernement, pas d'administration en Libye… Et ça c'est le résultat des bombes. C'était Sarkozy, en son temps, qui voulait aussi cela.

[La suite de cette interview ne traite plus de la situation syrienne. On y présente la Fondation Hirondelle, une ONG suisse de journalistes et de professionnels de l'action humanitaire. Depuis 1995, elle crée ou soutient, en collaboration avec l'ONU, des médias d'information généralistes, indépendants et citoyens, dans des zones de guerre, des situations de crise endémique ou de post-conflit, ndlr.] •

Source: RTS – Radio Télévision Suisse, *«Journal du matin»* du 2/10/15

**«A Moscou, on respecte les règles»**
suite de la page 3

*nationale* de La Haye avec quelques tâches futures. Les innombrables appels téléphoniques de Washington à la chancelière allemande concernant le développement de la migration donne l'impression qu'à Berlin les instructions de Washington sont plus entendues que les préoccupations au sein du propre pays où un état hors la loi a été créé par décret gouvernemental.

La politique déclarée de la Fédération de Russie va dans un tout autre sens.

On peut le tourner comme on veut: des analyses insuffisantes suite aux examens entrepris sous direction néerlandaise concernant l'assassinat des passagers de l'avion abattu dans l'espace aérien de l'Ukraine jusqu'aux activités des forces armées russes en Syrie – Moscou respecte les règles imposées à l'Europe et au monde entier suite à une guerre mondiale meurtrière afin d'éviter une nouvelle guerre mondiale. Si, en tant qu'observateur européen, on y compare les dires de Washington, l'horreur nous envahit. Dans un pays, ne comptant plus que sur le terrible potentiel de ses forces armées et qui en est totalement dépend, les candidats présidentiels républicains se préparent pour nous annoncer la troisième guerre mondiale. Considérant le choix de leurs mots, l'Amérique, autrefois si fière et consciente de ses responsabilités, doit être arrivée à bout. Tueries et assassinats sont les perspectives venant de Washington au cas où le tour sera aux élèves de *Bush, Cheney* et *McCain.* Et, ce n'est pas une consolation de penser aux rivaux démocratiques. Cela commença avec *Bill* et *Madelaine,* il y a seize ans. Auparavant, il y eut la tentative de *Henry Kissinger* non pas seulement d'éliminer le droit international dans sa forme acceptée au niveau mondial, mais de le remplacer par un nouveau droit international au profit des intérêts américains.

Le pitoyable reste du département de droit international de l'Office allemand des Affaires étrangères, autrefois très fier de son autorité, en dit long pour l'Allemagne.

Quelques jours après la commémoration de l'unité allemande, il est important de rappeler que le droit international fut le pilier central de la réunification allemande. De la *Conférence d'Helsinki* de 1975 à la *Charte de Paris* de novembre 1990 ce fut le cadre juridique international qui rendit possible tous ces changements. Nous pouvions être fiers de tant de choses. Cela englobait aussi les «joyaux» de l'Office fédérale des Affaires étrangères: le département de droit international. En collaboration avec de célèbres experts autrichiens de droit international, Bonn prouva ses capacités et engrangea de belles réussites. Aujourd'hui, il n'y a plus guère personne qui sait que ce département existe encore. Cette «réalité» politique est synonyme également pour tout le pays. On y trouve entretemps une interprétation de la loi comme au temps des zars. Comme un fléau biblique, notre pays est touché actuellement par un mouvement migratoire qui se livre au principe: pas de frontières, pas d'Etat. Il faut que l'effondrement de la Bavière soit imminent pour susciter une sérieuse intervention étatique. Il y eut des époques où nous étions fiers de l'«Etat de droit». Il semble que nous n'avons tous pas réalisé que notre ordre juridique a été remplacé par des «lubies de bienvenue culturelle». Cela nous détruit au niveau de la politique intérieure et nous prive de notre esprit étatique au niveau de la politique étrangère.

### Comment pouvoir suivre Moscou dans de telles circonstances?

Avec sa politique Moscou se trouve sur une scène politique mondiale aspirant à nouveau à des évolutions prévisibles. Washington est l'image de la destruction du monde que nous connaissons et représente la «misère pour tous». Moscou nous donne l'espoir que nous ne pouvons plus attendre de Washington. Nous devons nous adapter à ce nouvel antagonisme extrême, si nous ne voulons pas faire partie des premières victimes. A l'intérieur du pays, nous devons à nouveau être conscients de ce qu'est un Etat de droit démocratique et nous libérer des ordonnances personnelles de pleins pouvoirs d'une chancelière fédérale encore en fonction. Au niveau de la politique extérieure, il n y a pas d'autre moyen que de réintroduire le respect du droit international et de réajuster notre politique. Actuellement, le chaos règne au niveau politique à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Ainsi, nous n'aurons rien à opposer à la politique russe. Dans le passé, nous étions fiers de notre culture juridique. Moscou n'a – contrairement à nous – pas perdu son temps. •

(Traduction *Horizons et débats*)

Communiqué de presse de la 13e édition du Forum annuel de Rhodes

# Le monde au-delà du chaos global

*Vladimir Yakunin, président et cofondateur du Forum public mondial «Dialogue des civilisations» (WPF «DoC») a donné vendredi le coup d'envoi de la 13e édition du Forum annuel de Rhodes en annonçant le lancement d'un nouveau groupe de réflexion mondial majeur.*

Dans son allocation devant le conseil du WPF «DoC», le Dr Yakunin s'est prononcé en faveur de la création d'un institut de recherche axé sur l'infrastructure comme base possible du développement économique et de la prévention des conflits. Le groupe de réflexion reposera sur les fondements jetés au cours des 13 dernières années.

Le Dr Yakunin, qui a dirigé durant 10 ans les chemins de fer russes, l'une des principales entreprises de transport du monde, a déclaré son intention de consacrer la plupart de son temps au WPF «DoC» alors que l'organisme passe à sa prochaine étape de développement.

L'édition de cette année du Forum de Rhodes réunit plus de 350 délégués, dont les suivants:

- *Vaclav Klaus*, ancien président de la République tchèque
- *Alfred Gusenbauer*, ancien Chancelier fédéral autrichien
- *Yannis Amanatidis*, Secrétaire d'Etat auprès du ministère grec des Affaires étrangères
- *Karl-Theodor von und zu Guttenberg*, ancien ministre allemand de la Défense et de l'Économie
- *Prof. Hans Köchler,* Président, International Progress Organisation
- *Fred Dallmayr,* Professeur au département de philosophie et sciences politiques, Université de Notre Dame

Parmi les autres participants figurent la défenseure des droits de l'homme et ancienne membre de la Chambre des Représentants américaine, *Cynthia McKinney,* le ministre irakien des Finances, *Ali Allaoui,* le professeur d'économie auprès du Centre d'études économiques et de planification de l'Université Jawaharlal Nehru, New Delhi, *Jayati Ghosh,* ainsi que d'autres politiciens, universitaires et dirigeants civiques en provenance de plus d'une cinquantaine de pays.

Sur fond d'escalade militaire en Syrie et de crise des réfugiés en Europe, le Forum de Rhodes, qui se tiendra du vendredi 9 octobre au dimanche 11 octobre, propose aux individus du monde entier une plateforme ouverte de discussion des origines et des solutions des problèmes mondiaux urgents.

Le Dr Yakunin a réaffirmé les valeurs fondamentales qui sous-tendent le dialogue entre les civilisations ainsi que l'importance d'un dialogue constructif pour aboutir à des solutions pacifiques aux conflits mondiaux actuels.

Il a indiqué: «Notre organisme est en passe d'entrer dans une période de modifications et évolutions majeures. Après avoir consacré les 13 dernières années à la promotion du dialogue entre diverses civilisations au sens large du terme, j'envisage actuellement de m'en servir comme base à la création d'un groupe de réflexion de calibre mondial qui fera des recommandations stratégiques pratiques.

«Nous avons constaté qu'un monde dominé par une seule civilisation ne pouvait fonctionner. Les conflits récents en Afghanistan, Irak, Libye et en Syrie ont montré les dysfonctionnements de la politique étrangère interventionniste de l'Occident.»

«La situation conflictuelle à l'heure actuelle à travers le monde témoigne de la nécessité l'impérieuse d'un dialogue interculturel. Cette opinion a été récemment appuyée par le président du Conseil des relations étrangères, *Richard Haas,* qui a souligné la domination excessive de la politique étrangère américaine au cours du dernier siècle comme cause de nombreuses rudes épreuves à surmonter aujourd'hui».

Le Dr Yakunin a rajouté: «Dans un monde axé sur le consumérisme, les individus sont élevés avec le seul souci de satisfaire leurs besoins personnels. Cette attitude est au détriment des valeurs culturelles à la base des diverses civilisations. Si nous ne nous efforçons pas de contrôler cette tendance, nous risquons de perdre les principes et les standards moraux de la société». •

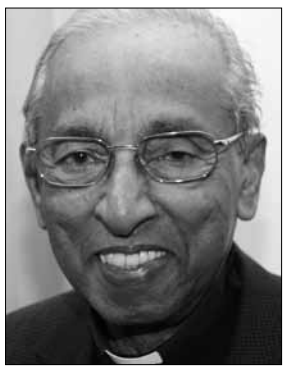
Sources: World Public Forum, Dialogue of Civilizations, *www.wpfdc.org* et *www.prnewswire.com/news-releases/vladimir-yakunin-ouvre-le-13e-forum-annuel-de-rhodes-avec-le-lancement-dun-groupe-de-reflexion-531933811.html*

Le Forum public mondial «Dialogue des civilisations» est une organisation non gouvernementale internationale, indépendante et d'utilité publique. Président fondateur et initiateur du Forum est *Vladimir Ivanovitch Yakunin.* Depuis sa fondation en 2002, le Forum organise chaque année un congrès international à Rhodes, le «Forum de Rhodes», cette année-ci au sujet de: «Le monde au-delà du chaos global».

# «L'identité du Sri Lanka exige une nouvelle définition»

## La relation entre les Tamouls et les Singhalais a besoin d'un processus de réconciliation

*Interview du Père S.J. Emmanuel, président du Global Tamil Forum*



*Père S. J. Emmanuel (photo thk)*

*Lorsque, dans le cadre de la décolonisation, les Britanniques ont quitté en 1948 l'île de Ceylan, aujourd'hui Sri Lanka, ils ont quitté le pays sans donner une perspective politique commune aux deux ethnies, la majorité singhalaise et la minorité tamoule. Ils ont transmis le pouvoir aux Singhalais en introduisant le système Westminster britannique, c'est-à-dire le système de majorité. Cet héritage a été la cause principale des affrontements qui ont suivi entre les deux éthnies, empreints avant tout par une forte discrimination des Tamouls. A partir de protestations à l'origine pacifiques des Tamouls contre l'oppression, s'est développé peu à peu une guerre civile, menée sans pitié. Des accords d'armistice périodiques n'ont pas apporté de solution au problème car le côté singhalais n'a montré aucune bonne volonté pour une solution politique. En mai 2009, la guerre civile de presque 30 ans a pris fin après une bataille terrible gagnée par l'armée singhalaise. Déshormais il y a des efforts du côté des Etats-Unis et d'autres pays d'enquêter sur d'éventuels crimes de guerres à la fin de cette guerre. Lors de sa session d'automne, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève a voté une résolution qui devrait apporter de la lumière. En marge de cette conférence, Horizons et débats a parlé avec le Père S.J. Emmanuel, président du Global Tamil Forum et a voulu connaître son point de vue sur la situation actuelle au Sri Lanka.*

*Horizons et débats: Il y a peu, les élections législatives ont eu lieu au Sri Lanka, Rajapaxe a voulu devenir Premier ministre. C'était une période d'anxiété pour les Tamouls. Comment la situation politique se présente-t-elle aujourd'hui?*
*Père S.J. Emmanuel:* Heureusement, cette élection a pu être empêchée. *Rajapaxe* est cependant au parlement comme représentant ordinaire et avec lui 95 autres parlementaires défendent cette position. Le soi-disant gouvernement de coalition entre le *United National Party (UNIP)*, un parti d'orientation occidentale et le *Sri Lanka Freedom Party (SLFP)* qui se comprend comme parti national, a été fixé dans un accord commun et nous verrons les deux années à venir comment cela se développera. C'est la première fois que ces deux partis collaborent. Cela peut être considéré comme positif mais il faut que quelque chose de concret soit fait au cours de ces deux années.

*A quoi pensez-vous?*
Il s'agit de la relation entre Tamouls et Singhalais. Il faut un processus de réconciliation. Symboliquement, le nouveau gouvernement a déjà entrepris quelque chose. Il a mis un terme à la politique de Rajapaxe et a ainsi mis fin à l'expulsion des Tamouls. De même, ils ont restitués un peu de leur terre aux Tamouls concernés. En outre, après les élections législatives, le parlement a désigné un parlementaire tamoul comme leader de l'opposition. La *Tamile National Alliance (TNA)* dispose de 16 représentants au parlement. C'est la première fois, depuis plus de trente ans qu'un parlementaire tamoul soit leader de l'opposition. C'est le président *Sirisena* qui l'a voulu. C'est un signe important. Mais la tâche est difficile pour le leader de l'opposition.

*Pourquoi?*
D'une part il faut qu'il représente son peuple et d'autre part il a une tâche générale. Il doit conduire l'opposition au parlement. Heureusement, c'est une personnalité avec beaucoup d'expérience. Il a 82 ans et il maîtrisera cette tâche. Un signe de plus que le nouveau président est intéressé à une réconciliation avec les Tamouls est le fait que le président et le ministre de l'extérieur m'ont prié de venir au Sri Lanka pour aider dans le processus de réconciliation.

*Est-ce que vous le ferez?*
J'ai accepté l'invitation. Quelques jeunes gens ont dit tout de suite: «Tu dois y aller.» Mais il faudra du temps pour voir comment le pays se développera. C'est pour cette raison que je continue de parler et d'écrire pour contribuer à la réconciliation. Si je fais le voyage pour le Sri Lanka je voudrais, comme personne religieuse, encourager tous les chrétiens de prendre le chemin de la réconciliation. Je suis convaincu que tout cela représente un grand défi pour les deux côtés. Les victimes par exemple, les personnes concernées se plaignent que des membres de leur famille ne soient toujours pas rentrées bien que la guerre soit terminée depuis 6 ans et la région est encore sous contrôle militaire. Des politiciens singhalais ont le devoir de calmer les esprits envers les Tamouls. Pendant 60, 70 ans l'un ou l'autre parti a fait de la politique sur le dos des Tamouls.

*Comment faut-il comprendre ça?*
Les partis ont été convaincus qu'il faut opprimer les Tamouls pour s'en protéger. UNP et SLFP ont réussi à vaincre complètement les Tamouls mais, nous les Tamouls, nous avons beaucoup souffert pendant toutes ces années. En 1983 l'UNP a organisé les grands pogromes, pendant la période du gouvernement du SLFP sous *Bandaranaike* la situation a dégénéré en guerre et les régions tamouls ont été bombardées. Cela veut dire que pour nous, les Tamouls, les deux partis en sont responsables.

La victoire de 2009 sur les *Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE)* est fêtée comme victoire fondamentale contre les Tamouls. Mais pour la première fois, le jour de la fête nationale le 4 février, le président en fonction a dit: «Nous avons gagné la guerre mais c'était une guerre atroce.» C'était très courageux de sa part.

*Pourquoi est-ce courageux?*
Les Singhalais l'ont fêté comme un grand succès et comme une victoire glorieuse avec des parades militaires, alors que les Tamouls pleuraient leurs proches tombés en guerre. Maintenant ils entendent dire le nouveau président que la guerre a été atroce. Cela signifie que les Singhalais commencent à réfléchir que tout ce qui s'est passé là-bas n'a pas été juste. Cela a réveillé en nous les Tamouls un petit espoir.

*Comment le nouveau Premier ministre se comporte-t-il?*
*Ranil Wickremasinghe* a longtemps été le chef du parti UNP et avec l'aide du gouvernement norvégien il a mené des pourparlers de paix avec la LTTE, mais ça a dérangé la présidente d'alors du SLFP, Bandaranaike. Ranil a des difficultés d'expliquer à ses paires sa nouvelle attitude envers les Tamouls. Bandaranaike est une personne importante là-dedans. Bien qu'elle n'ait pas de siège au parlement elle a joué un rôle primordial lors de l'élection du nouveau président. Elle a été nommée plus tard comme cheffe de la commission de réconciliation.

*Quelle est l'ambiance dans la population singhalaise?*
Pour les Singhalais le LTTE [Organisation tamoule de libération, ayant combattu longtemps pour un Etat tamoul, ndlr.] est l'ennemi. Les soldats sont les héros, ils ont terminé la guerre, ils nous ont sauvé et nous ont ramené la paix. Ils se considèrent comme une nation paisible. C'est l'image qu'ont la plupart des Singhalais. Mais la vérité est tout à fait différente. Certes la guerre est terminée mais il n'y a pas de véritable paix et avant tout pas de compréhension. Cela veut dire que les défis pour les grands partis sont grands, et nous les Tamouls, nous comprenons les difficultés qui en découlent.

*Que peuvent contribuer les Tamouls?*
Nous voulons bien aider si possible. Nous pouvons écrire et encourager les gens de raconter aux Singhalais toute la vérité sur cette histoire. C'est ce que nous, les Tamouls n'avons pas fait dans le passé. Nous n'avons jamais édité à Colombo un journal en singhalais ou en anglais afin d'expliquer aux gens du Sri Lanka ce que les Tamouls veulent. C'est ça le problème. Nous n'avions des journaux que pour les Tamouls mais pas pour tout le monde au Sri Lanka. Ainsi nous nous sommes toujours trouvés en dehors de toute la population et c'était un grand problème. La majorité au Sri Lanka pense: nous sommes des bouddhistes singhalais, nous sommes les propriétaires du pays et toutes les autres minorités sont donc des êtres humains de seconde classe. Pour changer cette opinion et comprendre le pays comme pays multiethnique et multi-religieux il faudra beaucoup de temps et de courage. Le gouvernement actuel aura-t-il cette persévérance, nous l'ignorons.

*Mais vous avez l'espoir que la situation pourra s'améliorer.*
Le nouveau gouvernement, par ses petits pas nous donne de l'espoir. S'il révisera complètement son attitude envers les Tamouls, modifiera la Constitution etc., nous ne pouvons le dire actuellement, mais il a fait les premiers pas dans cette direction. Actuellement quelques Singhalais intellectuelles de Colombo écrivent dans cette direction. Par contre les gens autour de l'ancien président du Sri Lanka, Mahinda Rajapaxe s'y opposent. De la part du gouvernement il y a des efforts d'intégrer les Tamouls dans l'Etat avec un drapeau commun, avec une compréhension commune que les Tamouls font partie intégral. L'identité du Sri Lanka a besoin d'une nouvelle définition. Les Singhalais disent nous sommes les Sri-Lankais mais des Tamouls ils disent ce sont des Tamouls. J'ai dit au ministre de l'extérieur que je ne pourrais jamais accepter un drapeau national sans que les Tamouls y soient représentés. Ça ne va pas. Ce serait une grande faute.

*Il y a eu au Conseil des droits de l'homme de l'ONU des efforts des USA d'enquêter sur les crimes de guerre à la fin de la guerre civile. Comment jugez-vous cette nouvelle résolution?*
Avant la fin de la guerre, les USA ont mobilisé plus de 50 pays afin qu'ils donnent de l'argent et des armes pour la guerre contre le terrorisme. Les USA ont espéré que le Sri Lanka s'associera avec les USA après la fin de la guerre. Mais le président s'est détourné des USA et s'est tourné vers la Chine. C'est pour cette raison qu'après la guerre, les USA ont essayé de déposer une résolution accusant le gouvernement du Sri Lanka de crimes de guerre. Mais les autres Etats ont voté contre les USA et le monde occidental et ils ont fêté la fin de la guerre comme victoire sur le terrorisme. Les USA ont été humiliés. Pour la première fois dans ce bâtiment ici à Genève, une résolution déposée par les USA a été rejetée.

*Comment les USA ont-ils réagi?*
Ils ont de nouveau déposé une résolution et celle-ci a également été rejetée. Mais finalement, en 2014 les USA ont quand-même emporté un succès. Le Conseil des droits de l'homme a chargé le Haut-commissaire pour les droits de l'homme de mener dans le délai d'un an une enquête sur les crimes de guerre. Peu avant le rapport du Haut-commissaire, il y a eu un changement de gouvernement au Sri Lanka. Les USA ont espéré un rapprochement, ils ont leur propre agenda. En septembre 2015, le rapport sur les crimes de guerre est sorti. Les Tamouls en ont été contents. Le nouveau gouvernement a pris connaissance de ce rapport. Il a pourtant refusé la proposition d'une «Cour de justice mixte».

*Que faut-il comprendre sous une Cour de justice mixte?*
C'est un tribunal composé de juges nationaux et internationaux.

*Pourquoi est-ce nécessaire et quel est sa tâche?*
Les Tamouls n'ont pas confiance en les juges nationaux. Tous les Tamouls exigent au moins une Cour internationalisée. La nouvelle résolution déposée ensemble par les USA et le Sri Lanka a été accepté à l'unanimité par le Conseil des droits de l'homme. Les Tamouls ont accepté cette décision avec une certaine prudence. Le gouvernement a promis qu'il collaborerait avec le bureau du Haut-commissaire pour les droits de l'homme. C'est nouveau. Comment veulent-ils expliquer cela à leur propre peuple et dans quelle mesure ils vont vraiment collaborer, cela reste ouvert.

*Qu'est-ce que cela signifie pour le gouvernement?*
Il se trouve devant la tâche d'adapter la Constitution pour que la Cour puisse devenir active. Ce sont des membres du gouvernement et des militaires qui sont soupçonnés de crimes de guerre. Jusqu'à présent ils ont fêté la victoire, et maintenant ils sont soupçonnés d'avoir commis des crimes de guerre.

*Comment jugez-vous ce nouveau développement au sein de l'ONU?*
L'ONU s'est littéralement excusée par deux fois de ne pas avoir arrêté le massacre sur des civils. C'est une nouvelle chance. L'ONU doit rester vigilante et bien observer le nouveau développement. La dernière résolution demande que le Sri Lanka publie dans 18 mois un rapport sur ses efforts. Ainsi, l'ONU est chargée d'une tâche importante. C'est le seul espoir pour les Tamouls que l'ONU continue à mettre le gouvernement sous pression d'entreprendre d'autres démarches. Pour la première fois dans l'histoire une coalition des deux partis se voit devant cette tâche difficile de reconstruire le Sri Lanka. Nous leur souhaitons du courage et de l'honnêteté. Nous, les Tamouls, exigeons à part la réparation envers les gens concernés un effort honnête pour une solution politique. Ce n'est que de cette façon qu'un processus de réconciliation peut être réalisé.

*Père Emmanuel, nous vous remercions de tout cœur pour cet entretien.* •

*(Propos recueillis par Thomas Kaiser)*

**Horizons et débats**

*Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité*
*Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains*

*Editeur*
Coopérative Zeit-Fragen

*Rédacteur en chef*
Jean-Paul Vuilleumier

*Rédaction et administration*
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

*CCP 87-748485-6*
*IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6*
*BIC: POFICHBEXXX*

*Imprimerie*
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

*© 2015 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».*

# Les responsables dans les coulisses

## Comment des réseaux transatlantiques compromettent subrepticement la démocratie

*Interview de Hermann Ploppa*

*Hermann Ploppa (photo mad)*

*Hermann Ploppa, journaliste et auteur allemand, a publié en 2014 un livre intitulé «Die Macher hinter den Kulissen. Wie transatlantische Netzwerke heimlich die Demokratie unterwandern». En 2008 déjà, l'auteur s'était fait remarquer par un livre opposé à la pensée unique: «Hitlers amerikanische Lehrer. Die Eliten der USA als Geburtshelfer des Nationalsozialismus». Lors d'une visite en Suisse, nous avons profité de l'occasion pour nous entretenir avec l'auteur de son récent livre. Il va de soi que dans une interview, on ne peut soulever que quelques aspects contenus dans un livre de 200 pages. On vous suggère donc la lecture du livre en entier.*

*Horizons et débats: Vous avez écrit un nouveau livre. Quelles sont les idées fondamentales de ce nouvel ouvrage?*
*Hermann Ploppa:* L'idée fondamentale du livre est qu'en Allemagne, des organisations inconnues du public transforment l'agenda et les paradigmes politiques. Cela se fait secrètement. Ils définissent les agendas et paradigmes politiques, sans prendre en compte les décisions électorales des citoyens et les positions de la majorité de la population.

Cela concerne d'une part la politique intérieure, notamment la politique sociale. Environ deux tiers de la population déclarent dans les sondages vouloir un système combinant les avantages du capitalisme et du socialisme. Mais dans les faits, nous sommes confrontés à une «commercialisation» continuelle de tous les domaines de la vie. Nous sommes soumis à une grande pression de penser et de comprendre toute activité selon les principes économiques de rentabilité, même dans les domaines du social.

D'autre part, il y a la politique étrangère. Selon les sondages, les Allemands souhaitent mener une politique étrangère indépendante, se démarquant à l'amiable des grands blocs de pouvoir. Puis, ils s'attendent à ce que leurs intérêts soient pris en compte dans un catalogue de mesures spécifiques. La réalité cependant montre qu'en politique extérieure, nous sommes de plus en plus alignés sur les intérêts des Etats-Unis. Cela va jusqu'aux pressions actuelles, demandant dans le cadre de la crise ukrainienne, de représenter, face à la Russie, les intérêts des Etats-Unis de manière offensive – ce qui est, vu de nos propres intérêts, absolument irresponsable.

*Cela ne s'est pas produit d'un jour à l'autre. Dans votre livre, vous remontez plusieurs décennies dans l'histoire.*
Oui, il s'agit d'un projet intergénérationnel des élites, développées aux Etats-Unis. Dans ce développement, le point d'ancrage est le *Council on Foreign Relations* (CFR), le Conseil pour les Affaires étrangères, dont le but est de transformer tous les pays du monde qui leur sont accessibles selon le modèle américain afin de les incorporer dans la *Pax Americana étatsunienne.* Cela débuta en 1921 et fut renforcé, après la Seconde Guerre mondiale, par la création de diverses sous-organisations dans plus de 170 pays du monde. En Allemagne, par exemple c'est d'une part l'organisation «Atlantik-Brücke», créant les contacts entre les élites allemandes et étatsuniennes, et d'autre part la *Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik* (DGAP), appelée *German Council on Foreign Relations dans l'espace anglo-saxon* et qui est un des laboratoire d'idées («think tank») fournissant des analyses pour l'hégémonie américaine.

*Le sous-titre de votre livre suggère qu'il s'agit d'une mise en question sournoise de la démocratie. Si nous analysons la démocratie allemande à l'aune de la Loi fondamentale allemande, pourquoi les activités de ces réseaux n'y correspondent-elles pas et pourquoi dites-vous que tout se passe sournoisement?*
Depuis la Révolution française, il devrait être évident dans toutes les démocraties occidentales – et davantage encore dans les démocraties d'Europe centrale – que toutes les mesures politiques prises et mises en œuvre par les politiciens en tant que représentants de la volonté populaire doivent refléter la volonté majoritaire de la population et respecter ses désirs.

En outre, il s'agit du devoir de transparence face au public. Tout ce qui est débattu et mis en vigueur doit être compréhensible et plausible pour la population, il faut qu'elle puisse savoir qui défend quoi et pour quelle raison. Si, actuellement, les décisions qui ne seraient pas capables d'obtenir la majorité, sont prises en dehors de tout cela, il s'agit déja d'un noyotage sournois. Et cela est contraire à la Loi fondamentale.

*Dans votre réponse à la première question, vous avez déjà mentionné qu'il s'agit de la mise en œuvre des conceptions du «radicalisme du marché» …*
Exactement!

*Pourriez-vous nous donner des exemples nous permettant de reconnaître que les conceptions du «radicalisme du marché» en Allemagne ont été réellement introduites par des réseaux atlantiques?*
Ce qui saute aux yeux, c'est que par un changement de la législation en Allemagne, les fondations ont pu garder beaucoup plus d'argent et ont développé ainsi un tel pouvoir qu'elles sont en état d'imposer leur agenda aux politiciens. Un exemple bien connu est la *Fondation Bertelsmann*. Cette fondation est la «force des deux cœurs». D'un côté, se trouve le grand groupe médiatique Bertelsmann avec *RTL, Stern* etc., de l'autre côté, il y a la fondation; les deux coopèrent étroitement pour faire avancer certains points de l'agenda.

Deux des points concrets de la Fondation Bertelsmann sont la privatisation et la commercialisation des services publics. Il y a, par exemple, le projet «Schule&Co» en Rhénanie Nord-Westphalie, où il y a entretemps plus de 250 établissements scolaires, organisés en tant qu'entreprises économiques indépendantes. Cela poursuit l'objectif final de gérer les établissements scolaires selon des critères de rentabilité, de les rendre profitables aussi rapidement que possible et, si possible, de les introduire en bourse.

La même chose se passe avec les universités. Le «Centrum für Hochschulentwicklung» [Centre pour le développement des universités] de la Fondation Bertelsmann entreprend, en coopération avec la *Westdeutsche Rektorenkonferenz* [Conférence des recteurs des universités de l'Allemagne de l'Ouest], la privatisation des universités dans toute l'Allemagne, c'est-à-dire la diminution des moyens financiers publics et l'acquisition de moyens tiers. Le «Centrum für Krankenhaus-Mangement» [Centre de gestion des hôpitaux] de la Fondation Bertelsmann poursuit le même but. Il a, par exemple, préparé les plans pour la privatisation des cliniques universitaires de Giessen et de Marburg. Cela fut réalisé et les cliniques furent transférées en la possession de *Fresenius Medical Care,* donc une entreprise privée mue par les bénéfices.

*Pour le citoyen lambda, la Fondation Bertelsmann est d'abord une affaire purement allemande. Comment peut-on dire que cette fondation est liée à des réseaux transatlantiques?*
Il est vrai que la Fondation Bertelsmann n'apparaît pas directement en tant qu'organisation pro-américaine. Elle est sise à Gütersloh et fut au début une maison de diffusion de livres évangéliques. Mais il faut y ajouter que plusieurs organisations et fondations, n'étant pas intégrées aussi étroitement dans les réseaux transatlantiques, sont entre temps plus américaines que les Américains eux-mêmes. C'est un phénomène assez étonnant. La Fondation Bertelsmann travaille aussi à Washington, elle y entretient un bureau et demeure étroitement liée à des organisations transatlantiques américaines.

*Liz Mohn, la cheffe du groupe, fait-elle partie d'un réseau transatlantique?*
*Liz Mohn,* elle se tient plutôt à l'écart. Ce sont plutôt ses subordonnés, tel autrefois M. *Middelhoff,* qui sont plus visibles, mais elle-même se tient à l'écart. Elle figure plutôt comme la bonne amie d'*Angela Merkel.* On parle aussi du «féminat»: *Friede Springer,* Angela Merkel et Liz Mohn sont comme un «Triumfeminat» – en allusion au triumvirat romain. Dans les réseaux transatlantiques, on préfère laisser travailler les autres.

Vous avez caractérisé la politique de la radicalisation du marché comme faisant partie de la politique des réseaux. Pourriez-vous nous parler davantage de la politique étrangère?

Je voudrais attirer votre attention sur la *Stiftung Wissenschaft und Politik,* sise à Berlin, dont le président *Volker Perthes,* un orientaliste de renom, a proposé, lors d'une réunion du *Council on Foreign Relations* d'attaquer l'Iran par l'implantation du ver informatique *Stuxnet* dans les systèmes de commande de leurs centrales nucléaires. De cette manière, il a activement participé à la guerre des Etats-Unis contre l'Iran.

*Quittons un peu l'Allemagne et regardons la situation européenne en général. Y a-t-il aussi une sorte de réseau transatlantique en Europe? Quelle est la situation de l'UE? Quel rôle joue-t-elle dans le contexte des intérêts américains en Europe?*
D'abord, au niveau social, les élites des Etats-Unis et de l'Europe, sont regroupées au sein des *Bilderberger* et cela depuis 1954. On dit des Bilderberger qu'ils définissent les détails de la réunification européenne. C'est-à-dire que les réunions des Bilderberger sont également le résultat d'une initiative américaine. En outre, il faut savoir que le projet de l'Union européenne a été planifié du haut vers le bas. Après la Seconde Guerre mondiale, l'intérêt américain était de circonscrire l'Europe occidentale. Les Etats-Unis étaient d'avis que l'Union soviétique voulait s'approprier l'Europe occidentale – à l'aide d'une hégémonie culturelle.

Inspiré par la CIA, on a donc transféré de l'argent en Europe, notamment par des organisations-écrans américaines telle l'*American Committee for a United Europe.* Ainsi, on a pu créer en Europe des mouvements prétendument démocratiques telle, par exemple, l'*Europa-Union* qui donna un aspect de mouvement populaire à cette stratégie géopolitique américaine.

Depuis quelques années, il y a du neuf qui s'y ajoute: à l'aide de la construction de l'UE, on exerce de la pression sur les nations, pour qu'elles pensent et agissent dans le sens de la politique du radicalisme du marché. Il existe un grand nombre de documents prouvant qu'il ne s'agit plus que de créer un climat propice aux investissements des entreprises. Voilà la doctrine officielle de l'UE qu'on impose aux gouvernements démocratiquement légitimés, selon le principe que le droit européen prime sur le droit national. C'est bien sûr un procédé profondément antidémocratique.

*Vous avez mentionné les rapports entre l'Allemagne et la Russie. Peut-on dire que ces réseaux transatlantiques risquent de devenir une menace existentielle pour nous?*
Sans aucun doute. Cela est illustré par la crise ukrainienne. A partir d'un certain moment, on put constater que les médias allemands, ayant jusqu'alors caractérisé *Vladimir Poutine* comme un partenaire fiable, commencèrent à lui porter des coups bas, à le diaboliser. En regardant qui était de la partie, il est facile de constater que tous les initiateurs de cette campagne font partie des réseaux transatlantiques.

La campagne contre le président Poutine et la Russie débuta en même temps dans tous les grands médias. Dans un paysage médiatique libre, on pourrait imaginer qu'il y ait un journal en faveur de la Russie, un autre opposé et un troisième plutôt neutre. Cependant, on n'entendit qu'un seul son de cloche.

Pour les lecteurs, ce fut aussi un point de rupture. De nombreux abonnés fidèles du magazine *Spiegel,* de l'hebdomadaire *Die Zeit* et du quotidien «Süddeutsche Zeitung» ont résilié leur abonnement en disant: non, nous ne participons pas à cette pensée unique. Le *Spiegel* avait même initié un sondage et un forum en posant d'avance une question suggestive: comment stopper Poutine? Ce forum fut clos seulement quelques heures plus tard, car le résultat ne fut pas celui escompté: contrairement à ce que les auteurs attendaient, la grande majorité des participants ne vociférèrent pas contre Poutine mais s'exprimèrent en faveur d'un comportement différencié et respectueux face à la Russie.

*Il semble évident que les réseaux transatlantiques exercent une grande influence sur les politiques allemande et européenne mais d'une manière et avec des résultats qui ne sont nullement dans l'intérêt des Allemands ou des Européens.*
Certainement pas.

*Comment peut-on changer cela, comment faire respecter les intérêts des citoyens?*
En politique étrangère, il faut, par exemple, montrer que les pays émergents tels le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud sont des marchés intéressants pour l'Allemagne. Ce sont des partenaires intéressants et nous risquons d'être coupés d'eux en nous jetant dans les bras des Etats-Unis. Nous risquons donc de perdre tout accès à l'espace asiatique et eurasiatique, ce qui compromettrait fortement nos possibilités de croissance.

L'entrepreneuriat allemand l'a déjà partiellement réalisé. Il y a déjà des forums où l'on s'est clairement prononcé en faveur d'une ouverture envers les Etats BRICS. Actuellement, nous constatons avec surprise que le gouvernement fédéral et même la CSU émettent des signaux inattendus: M. Poutine serait néanmoins un partenaire important et indispensable dans la lutte contre le terrorisme. Il faut traduire cela de la manière suivante: nous avons besoin du gaz et du pétrole russes et la Russie représente un bon marché pour nos produits finis. Il y a bon espoir que les paroles de la raison de nos entrepreneurs allemands gagnent petit à petit en poids et soient entendues.

En ce qui concerne la population en général, il faut continuer à nous mettre en réseau.

*Qu'est-ce qui vous a mené à écrire ce livre?*
En 1998, de nombreuses personnes espéraient qu'avec le gouvernement *Schröder/Fischer* les choses allaient s'améliorer, devenir plus pacifiques et plus sociales que sous les gouvernements antérieurs. Cela ne s'est pas fait. C'est exactement le contraire qui s'est produit. Alors, on se demande pourquoi. Pourquoi ne réussit-on pas à imposer un changement de politique à l'aide des moyens traditionnels de la démocratie parlementaire? Pourquoi tout part dans le

Suite page 7

*ISBN 987-3-939816-22-5*

# Avertissement d'un juge de la Cour constitutionnelle allemande: «Le fondement de l'Etat de droit – la soumission de la politique au droit – a perdu de sa force»

## Rien ne peut remplacer l'engagement en faveur d'un surplus de démocratie directe

*par Karl Müller*

Au cours des dernières semaines, vers le 3 octobre, on a rappelé aux Allemands qu'une rupture historique avait eu lieu 25 ans auparavant. La division en deux de la partie orientale de l'Allemagne considérée et traitée, après 1945, par les quatre pays vainqueurs comme zone d'occupation fut supprimée dès lors que la République démocratique allemande (RDA) s'inscrivait dans le cadre de la Loi fondamentale de la République fédérale allemande (RFA).

Des longs métrages et des documentaires concernant l'époque précédant le 9 novembre 1989, jour de l'ouverture du mur de Berlin, et le 3 octobre 1990, jour de l'adhésion de la RDA à la RFA, démontrent la volonté ferme du peuple de fonder la vie commune sur de nouvelles bases reposant sur la démocratie, la liberté, la justice sociale et l'Etat de droit.

Qu'en est-il resté 25 ans plus tard?

La Loi fondamentale aurait offert de bonnes possibilités pour répondre aux désirs des Allemands. En reconnaissant l'inviolabilité de la dignité humaine, et des droits humains qui en découlent (art. 1 de la Loi fondamentale), se fondent les bases d'un Etat fédéral démocratique et social, doté de la séparation des pouvoirs et du contrôle du pouvoir (art. 20 de la Loi fondamentale). L'établissement de ces deux articles dans la dite clause éternelle (art. 79, al. 3) et, en outre, la référence au droit, et non seulement à la loi, comme fondement de tout acte étatique démontrent l'existence d'un fondement constitutionnel émanant du droit naturel – formulé sciemment suite aux expériences historiques de la dictature national-socialiste piétinant le droit en son entier – et allant au-delà du simple positivisme juridique. L'Etat de droit dans le sens de la Loi fondamentale signifie plus que l'attachement de l'action étatique au droit et à la loi tout comme de reconnaître le droit de chaque citoyen de saisir la justice contre tout acte étatique qui le concerne. L'Etat de droit c'est aussi le respect et la protection de la dignité humaine et des droits de l'homme, la réalisation de la souveraineté populaire et de la justice sociale.

### Crise d'identité de l'Etat nation basé sur la Loi fondamentale

Personne n'exige que l'Etat soit parfait, mais le démantèlement de la démocratie, de la liberté, de la justice sociale et de l'Etat de droit, commis au cours des 25 dernières années a été si monstrueux que tout un chacun doit tirer une sonnette d'alarme.

Même un juge de la Cour constitutionnelle allemande semble être du même avis, même s'il s'exprime de façon modérée. *Peter M. Huber* est juge au 2e sénat du tribunal et a présenté, le 1er octobre 2015, dans un article à la «Frankfurter Allgemeine Zeitung» un diagnostic très critique concernant la réalité constitutionnelle allemande.

Il commence en précisant qu'«un quart de siècle après la réunification, l'Etat national, conçu dans l'esprit de la Loi fondamentale, se retrouve dans une crise d'identité. L'Etat de droit présente des tendances d'érosion, la démocratie s'affaiblit, le principe de séparation des pouvoirs cède du terrain à l'exécutif et le développement de l'Etat fédéral manque cruellement de perspectives.»

Selon la Loi fondamentale, la République fédérale allemande est «un Etat national au pouvoir définitif, en pleine souveraineté et apte à prendre ses dispositions souverainement.» Son objectif est d'assurer «la sécurité de l'Allemagne tant vers l'extérieur qu'à l'intérieur, le bien-être de la population, de même que la justice sociale et la durabilité.» Le serment professionnel oblige les organismes étatiques «à vouer leurs forces au bien du peuple allemand, d'augmenter son utilité et de détourner le dommage de lui» – pour Peter M. Huber «ce ne sont pas des mots en l'air, mais la concrétisation du principe républicain.»

Le diagnostic concernant la réalité constitutionnelle apparaît alors plutôt décevant: «La longue ombre de la dictature national-socialiste, la mondialisation, l'européanisation et l'individualisme ont donné un grave coup à la connaissance de ces évidences.» On ne comprend plus «le sens et l'objectif de l'Etat national, au service de son peuple». – «Le fondement de l'Etat de droit, la soumission de la politique au droit (Kant), a perdu de sa force.» Même dans le domaine de la juridiction, on observe cette «exigence de relâcher les liens au droit».

Huber se réfère à l'exemple concret de la manière dont on agit face à la crise de l'euro. A juste titre!

### Un grand nombre d'infractions étatiques au droit

On peut ajouter d'autres exemples à ceux donnés par Peter M. Huber:

- La façon dont l'Allemagne occidentale a traité les droits sociaux des nouveaux concitoyens de l'ex-RDA, où le principe que la propriété «devait également servir le bien commun» n'a pratiquement nulle part été pris en considération lors des privatisations des anciens «biens populaires» par la fameuse «Treuhandanstalt» [Organisme de droit ouest-allemand chargée de la privatisation des biens de la République démocratique allemande après la réunification du pays, ndt.].
- Les violations successives des articles 25 et 26 de la Loi fondamentale, selon lesquels les règles générales du droit international font partie intégrante du droit fédéral, et selon lesquels la préparation, et de surcroît la participation à une guerre d'agression, sont anticonstitutionnelles et condamnables, cela depuis la guerre de Yougoslavie ayant eut lieu en violation du droit international;
- Le mépris du droit à l'autodétermination des peuples en participant activement à des coups d'Etats, en dernier en Ukraine en février 2014 – ce qui provoqua des affrontements violents à l'Est et au Sud-Est du pays;
- L'acceptation par l'Etat de zones hors droit, où seule règne la «loi du plus fort» – à nouveau c'est une policière qui nous y rend attentif: *Tania Kambouri,* dans son livre «Deutschland im Blaulicht – Notruf einer Polizistin» [L'Allemagne et les gyrophares – appel d'urgence d'une policière];
- La violation des prescriptions juridiques face à l'arrivée de réfugiés dans le pays, évoquée dans une lettre du 7 octobre 2015 adressée à la chancelière fédérale *Angela Merkel* et signée même par 34 députés et notables de la CDU: «La ‹politique des frontières ouvertes› pratiquée actuellement ne correspond ni au droit européen ni au droit allemand et n'est pas conforme au programme de la CDU.»

### Dangereux discours concernant les «situations d'urgence» et l'«absence d'alternatives»

Ces violations-ci et d'autres encore, sont toujours justifiées par les meneurs d'opinion politiques et leurs partisans dans les médias par l'affirmation que l'Allemagne se trouverait en état d'urgence. Mais qui se souvient que cette façon de justifier des décisions politiques, en dehors du droit, a conduit l'Allemagne, au cours de son histoire, sur la pente glissante de la dictature totalitaire? Si l'on abandonne l'Etat de droit, la démocratie n'a plus aucune chance de survivre. Le fait de s'appuyer à plusieurs reprises sur la prétendue «situation d'urgence» ou sur une prétendue «absence d'alternatives» dans l'action politique fait partie de la dictature et n'a rien à voir avec la démocratie.

En complément à l'érosion de l'Etat de droit, le juge constitutionnaliste allemand met le doigt sur les dangers encourus par la démocratie. Cela s'illustre, par exemple, par la «sous-traitance de tâches étatiques à des autorités indépendantes ou des entreprises privées». Le rapprochement dans les contenus politiques des grands partis enlève «aux électeurs la possibilité de faire valoir leur influence. Quand il n'y a pas d'alternative, il n'y a pas non plus de choix». A cela s'ajoute que «le droit de vote, la gestion du financement politique, l'absence de démocratie directe sur le plan fédéral, de même que les structures d'organisation des partis politiques favorisent l'égocentrisme du système politique et renforcent ainsi l'absence de contacts entre les citoyens et la politique.»

Les conclusions de Huber sont partagées. D'une part il résume: «25 années d'unité allemande sous l'influence de la Loi fondamentale ont laissé des traces. La tension entre l'être et le paraître a augmenté, mais pas la compréhension de ses fondements.» D'autre part, il offre une perspective. Dès lors que les fondements de l'ordre constitutionnel s'érodent «nous sommes tous appelés à réagir, car nous avons appris de la révolution réussie de la RDA: nous sommes le peuple!»

Il existe en Allemagne des voix qui s'appuient dans cette situation sur le droit de résistance de l'art. 20, al. 4 de la Loi fondamentale qui précise que «tous les Allemands ont le droit de résister à quiconque entreprendrait de renverser cet ordre, s'il n'y a pas d'autre remède possible.»

### Est-ce sensé de se référer aux droit à la résistance?

Mais est-ce sensé et praticable de se référer à cette réglementation? Le «droit à la résistance» a été introduit dans la Loi fondamentale à la fin des années soixante, en compensation aux lois d'urgence tant critiquées. Toutefois la formulation n'est pas claire. C'est notamment le cas pour la formule «s'il n'y a pas d'autre remède possible». Qui en décide? Et dans quelle mesure ce droit à la résistance est-il positif? Que signifie «résistance»? Certains pensent au 20 juillet 1944. A cette époque, il n'y avait pas de droit à la «résistance» codifié. Peut-on autoriser la violence, peut-on autoriser des violations du droit? Si l'on soutient l'Etat de droit peut-on en même temps violer le droit? Ou alors comment doit-on pratiquement se représenter le droit à la résistance, s'il viole ce que les droits fondamentaux nous permettent – liberté d'opinion, liberté d'association, etc.? Quelles en seraient les conséquences? Qui assume la responsabilité pour d'éventuelles victimes en cas d'appel à la «résistance»?

Dans son texte, le constitutionnaliste Huber a formulé un passage intéressant: «Le célèbre résumé de *Bärbel Bohley* – nous voulions la justice et avons obtenu l'Etat de droit – qu'on peut comprendre comme une brève indication qu'il y a aussi dans un Etat de droit des injustices et des rigueurs, mais aussi comme une justification pour outrepasser le droit quand il s'agit de conceptions morales et éthiques individuelles, ce qui a également pu contribuer à une érosion des prescriptions de forme, de compétence et de procédure. Cela peut apparaître comme des futilités juridiques, alors qu'on oublie que ces exigences formelles garantissent la légitimité et la sécurité juridique. Comme il n'y a pas de code de morale contraignant dans un Etat de droit libéral, on ne peut justifier une déviation du droit du fait de conceptions de morale ou de justice individuelles ou de réflexions politiques opportunistes. L'Etat de droit existe par la loi ou il n'existe pas.»

Il n'est pas nécessaire de partager ce point de vue dans tous les points, mais la critique légitime du positivisme juridique, qui apparaît entre les lignes, ne peut permettre de prétendre qu'une loi allant à l'encontre du droit naturel ne doit plus être respectée. Ne vaut-il pas mieux s'engager de façon pacifique là où le droit positif ne correspond pas au droit naturel afin d'amener les changements nécessaires pour qu'il y ait conformité? Le pur volontarisme ne suffit pas pour être le fondement du vivre-ensemble, même s'il se donne des airs de morale et prétend être justifié. Qui donc pourra différencier entre la «résistance» justifiée et les fameuses révolutions de couleur et leurs conséquences? Faudra-t-il à nouveau voir des printemps de «résistance» suivis d'un automne et d'un hiver? Là, le juge constitutionnaliste a certainement raison: «L'Etat de droit existe par la loi ou il n'existe pas.»

### Alternative: la démocratie directe

«Tout le pouvoir vient du peuple.» Le peuple peut exercer son pouvoir par des «votations». Cela est fixé dans la Loi fondamentale. C'est avec raison que Peter M. Huber déplore «l'absence de démocratie directe au plan fédéral.» On prive les Allemands de ce que la Loi fondamentale prévoit. Huber appartenait, en tant que membre de la CDU, jusqu'en 2012 au Conseil de gestion de l'association «Mehr Demokratie e.V.». Cette organisation s'engage pour instituer la possibilité de lancer des initiatives et des référendums populaires au niveau fédéral. En outre, ils veulent créer la possibilité de lancer des référendums pour donner à la population la possibilité de refuser des lois adoptées par le Parlement. Le peuple devient ainsi participant actif du pouvoir législatif et instance de contrôle de la procédure législative parlementaire, et en même temps garant du rapprochement du droit et de la loi. Il pourrait ainsi garantir que la démocratie, la liberté, la justice sociale et l'Etat de droit deviennent réalité. L'histoire suisse est un modèle, mais démontre également que le chemin vers davantage de démocratie directe est long et pénible.

Après 1990, l'Allemagne a connu des progrès importants sur le chemin menant à davantage de démocratie directe. Il y eut des progrès notamment dans les communes. En revanche on a vécu maints revers au plan fédéral avec le nouveau gouvernement – alors qu'il y avait de grands espoirs avant les dernières élections parlementaires. Mais était-ce une raison d'abandonner, au cours des dernières années, les exigences pour davantage de démocratie directe? Il n'y a pas de raison plausible! Donc, pourquoi ne pas renouer? Car, il n'y a pas de doute: nous sommes le peuple! Nous ne cèderons pas, car la démocratie directe, c'est notre droit!

La souveraineté populaire se développe quand chaque citoyen et chaque citoyenne se considèrent comme le véritable souverain. Cela demande un changement dans ce que l'on pense et ressent. Et il faut trouver des appuis. C'est inéluctable, c'est la condition «sine qua non». D'autres peuples, tels les Suisses, ont montré l'exemple. Les Allemands en sont également capables. •

---

**«Les responsables dans les coulisses»**
suite de la page 6

sens contraire? Là, ma curiosité s'est éveillée et j'ai commencé à faire des recherches pour trouver les liens entre ces personnes.

Très vite, j'ai pu constater que par exemple Joschka Fischer faisait déjà partie des réseaux transatlantiques depuis belle lurette. Sans le soutien massif de la Fondation Bertelsmann et du groupe médiatique de Bertelsmann, ni Fischer ni Schröder n'auraient jamais pu devenir ministres. Lors des derniers débats de la campagne électorale, on s'étonnait déjà de voir Fischer en accord dans un grand nombre de points avec *Volker Rühe* de la CDU, ministre de la Défense de l'époque. M. Rühe défendait la participation de la Bundeswehr à des opérations à l'étranger; il défendit donc la guerre contre la Yougoslavie au contraire de *Helmut Kohl,* son chancelier d'alors.

A peine arrivé au gouvernement, Joschka Fischer continue là où *Hitler* avait dû s'arrêter, à savoir le bombardement de Belgrade. Entretemps, il est devenu cofondateur du *European Council on Foreign Relations.* Cela aurait été un bienfait d'avoir un Council on Foreign Relations défendant les intérêts purement européens et formant un contrepoids aux instruments d'hégémonie américains. Mais ce fut le contraire. Ce n'est qu'une nouvelle succursale pour défendre les discours et les paradigmes transatlantiques. J'en ai donc tiré la conséquence qu'il fallait d'abord informer les populations, car autrement, on n'arrive pas à percer le brouillard.

*Monsieur Ploppa, nous vous remercions pour cette interview.* •

*(Propos recueillis par Karl Müller)*

# Maintenant tout redevient clair: la Suiza exista!

## «Des cors des Alpes au lieu d'hallebardes» – la surprise à l'Expo Milano 2015

*par Heini Hofmann*

*A l'Exposition universelle Milano 2015, le concert-record des cors des Alpes était le moment fort suscitant un écho médiatique de loin le plus intense. Ainsi le dénigrement de la Suisse en tant que nation lors de l'Expo de Séville a été clairement corrigé: la Suisse existe – hier, aujourd'hui et demain!*

Ceux qui pouvaient assister au concert en direct étaient fascinés: sous un soleil radieux, d'abord l'entrée marquée au pavillon suisse de l'Expo et puis l'exploit sur la majestueuse Piazza della Madonnina devant le Dôme de Milan avec 425 joueurs de cor des Alpes (dont de nombreuses femmes), de même que des jongleurs de drapeaux, des tambours et des hallebardiers (non armés), tous en costume traditionnel – un concert de tous les superlatifs digne de figurer dans le livre Guinness des records. C'est la Suisse qui a couronné l'Expo 2015 par le plus fort moment destiné au public.

### Expérience sonore psychédélique

On aurait à peine pu s'imaginer un amphithéâtre plus adéquat du point de vue acoustique que la place du Dôme de Milan: en face la façade gothique du chef-d'œuvre architectural s'élançant vers le haut et autour de la place des palais non moins splendides. Dans cet amphithéâtre à ciel ouvert 425 instruments de culte venant de nos Alpes suisses ont créé un cadre sonore d'une intensité inouïe, archaïque et psychédélique au sens propre du terme.

Donc un effet sonore en plein-air semblable à celui du «Morgestraich» lors du carnaval de Bâle – non pas quant à la tonalité mais à l'intensité – lorsqu'à 4 heures du matin toutes les lumières s'éteignent et des voix s'élèvent criant «Morgestraich – en avant marche!» et qu'alors explose de toutes les ruelles et rues du centre-ville avec une extrême intensité les battements des tambours et les sons des piccolos. Une plus grande jouissance d'un tel événement sonore ne serait probablement possible que parvenant d'une montgolfière.

A Milan, en face du Dôme, le roi *Vittorio Emanuele II* observait l'événement du haut d'une statue équestre colossale. Le *Re cacciatore* semblait porter sur les nombreux Suisses un regard plein d'indulgence et de bienveillance, et ce, parce que si leurs ancêtres n'avaient pas volé en 1906 à un de ses successeurs trois petits bouquetins, cette espèce n'aurait pu être sauvée dans tout l'arc alpin. C'est ainsi que le délit tourna en acte de bienfaisance …

### Signaux positifs avec effet

Ainsi, 500 ans après la défaite de Marignan, un contingent suisse vint envahir à nouveau le 26 septembre 2015 la Lombardie mais cette fois dans une intention pacifique, avec des cors des Alpes au lieu de hallebardes, avec de la musique à la place des armes. Jamais auparavant autant de cornistes des Alpes n'avaient donné de concert à l'étranger. Comme cet instrument national a non seulement un effet unique, mais semble aussi autochtone et par conséquent authentique, il suscite de la sympathie et du goodwill pour notre pays, un effet bienvenu en ces temps difficiles.

Avec cet événement de cor des Alpes gigantesque lors de l'Expo Milano, les organisateurs ont voulu attirer l'attention non

*Des impressions du concert des cors des Alpes près du Pavillon suisse au sein de l'Expo Milano qui dure encore jusque à fin octobre. (photo swiss-image/Andy Mettler)*

seulement de l'Italie, mais du monde entier sur quatre jalons importants de la Confédération: 500 ans de neutralité (Marignan/Milan, 1515), 200 ans de paix et d'indépendance (Congrès de Vienne, 1815) et – dans le proche avenir – le 725e anniversaire de la Suisse (2016) ainsi que l'ouverture du tunnel ferroviaire du Saint-Gothard, avec ses 57 km le plus long du monde (2016).

### «Du-Da-Doo» – «Post-au-too»

Les deux concerts – à l'Expo et sur la place du Dôme – ont commencé par l'ouverture de l'opéra «Guillaume Tell» de *Gioachino Rossini*, l'un des plus grands compositeurs italiens dont plusieurs œuvres ont eu la première à la Scala de Milan. De l'andante de cette ouverture est issu le fameux klaxon à trois tons du car postal suisse. La séquence sonore do dièse-mi-la en la majeur, est connue depuis 1923 comme le perce-oreille «Du-Da-Doo» des car postaux suisses.

Lorsque le chauffeur du car postal fait retenir le klaxon à trois tons devant un rétrécissement de la route de montagne, les touristes étrangers applaudissent, et les passagers suisses se souviennent de leurs voyages scolaires passés. Car ce triple accord est plus qu'un avertisseur, il est une espèce de chant de prière technique qui, tout comme le cor des Alpes, réveille des sentiments patriotiques.

A part «San Gottardo» de Rossini, il y eu encore deux premières à savoir «Expo Milano» et «La bataille de Marignan». L'inscription dans le livre Guinness des records qui n'a plus qu'à prendre les barrières formelles, pourrait être assurée. Cependant c'est moins important pour toute la famille de cornistes des Alpes que la fierté personnelle d'avoir contribué à la réussite.

### Un effort logistique extraordinaire

Ce qui est fou dans cette histoire: les 425 cornistes des Alpes ne pouvaient jamais répéter tous ensemble au préalable des deux concerts à Milan. Certes, il y a eu dans toutes les parties du pays des répétitions générales obligatoires en plus grandes formations. Mais les deux concerts de Milan étaient épreuve de feu et live en même temps. Mais tout a parfaitement fonctionné parce que tous ont donné le maximum – entrée en scène disciplinée et force au niveau du son.

Une organisation étonnante: de tous les cantons suisses, les gens en costumes traditionnels se sont réunis, accompagnés par le conseiller fédéral *Ueli Maurer* lui-même dans un costume traditionnel, ont démontré au monde ce dont une nation de volonté est capable. Avec les icônes suisses telles les cors des Alpes, les CFF et les cars postaux, ils ont voyagé (plusieurs ont dû se lever avant quatre heures du matin) avec beaucoup de bonne volonté et une collation sponsorisée au concert colossal à Milan et sont rentrés le soir même avec les transports publics tout contents et sans aucun incident.

### Imitation recommandée

L'idée de cet événement de valeur ajoutée simple, mais extrêmement effectif ne venait pas des étages du tourisme, mais de la base. L'initiateur était l'ensemble «Alphorn-Ensemble Engiadina St. Moritz» avec *Hans Peter Danuser*, ancien directeur du tourisme de St. Moritz.

Le patronage incombait à *Karin Niederberger* de Malix, présidente de la *Fédération suisse des yodleurs*, et *Christian Durisch* de Coire était directeur de projet, expérimenté sur le plan d'expéditions à l'étranger (en 2008 «les Grisons à Berlin» – avec plus de 300 chèvres). Que l'*Assessore alla Cultura* (conseiller municipal de la culture) qui a accueilli les cornistes suisses à Milan, s'appelait *Filippo del Corno*, n'était que la cerise sur le gâteau d'une gestion de la marque bien réfléchie.

En bref: cette manifestation suisse pacifique venant de l'Engadine «Cors des Alpes au lieu de hallebardes» lors de l'Exposition universelle à Milan a, aux dépenses minimales et soutenu par un large travail bénévole, suscité dans le monde entier le plus grand écho médiatique. Ce qui pourrait être un avertissement de se rappeler ses propres valeurs principales lors de futures expositions nationales et universelles. Elles sont plus efficaces que certaines rigolades intellectuelles et artificielles. Maintenant, le slogan «La Suiza no exista» est du passé et le monde entier sait que «La Suisse existe – plus que jamais!» •

(Traduction *Horizons et débats*)

## Le cor des Alpes

*HH.* Avant que le cor des Alpes devienne instrument de musique et attraction touristique, il servait à rassembler le bétail. Sa fabrication relève de l'artisanat traditionnel: l'artisan qui construit le cor des Alpes cherche un sapin au penchant de la vallée et qui est pour cette raison tordu. Il enlève l'écorce et le divise en deux, creuse avec le rabot rond et la gouge les deux moitiés jusqu'à une épaisseur d'environ trois millimètres, colle de nouveau les parties et les enveloppe de rotin.

Une embouchure de trompette en bois facilite la transmission des vibrations des lèvres à l'air enfermé dans le tube du cor des Alpes. Une vibration lente fait naître un son profond. Plus les lèvres vibrent vite, plus la corne sonne haut. La portée acoustique du cor se monte – on s'étonne – à 8 kilomètres. Pour le transport, on peut démonter en trois parties l'instrument de plus de 3 m et de 2–3 kg. Récemment, des cors de carbone ultralégers, noir-gris (en 10 pièces et à peine ½ kg) sont produits; mais l'effet intime du bois leur manque.

*Pour un concert colossal de cors des Alpes, on aurait à peine pu trouver un amphithéâtre plus adéquat du point de vue acoustique que la place du Dôme de Milan. (photo swiss-image/Andy Mettler)*